



CTB



RAPPORT DES RESULTATS 2012

PROJET UCAG-MINAGRI 10 154 11

Unité Conjointe d'Appui à la Gestion
Ministère de l'Agriculture



Sommaire

SOMMAIRE	2
ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	5
1.1 FICHE PROJET	5
1.2 PERFORMANCES DU PROJET	6
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE	6
1.4 RESUME	7
2 ANALYSE DE L'INTERVENTION	8
2.1 CONTEXTE.....	8
2.1.1 <i>Contexte général propre au projet</i>	10
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	10
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	11
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	13
2.2 OUTCOME.....	14
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.2.2 <i>Gestion des risques</i>	17
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	21
2.2.4 <i>Critères de qualité</i>	22
2.3 OUTPUT 1	25
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	25
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i>	26
2.3.3 <i>Critères de qualité</i>	26
2.4 OUTPUT 2	27
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	27
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i>	28
2.4.3 <i>Critères de qualité</i>	28
2.5 OUTPUT 3, 4 ET 5	28
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	29
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i>	30
2.5.3 <i>Critères de qualité</i>	30
2.6 OUTPUT 6.....	31
2.6.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	31
2.6.2 <i>Exécution budgétaire</i>	32
2.6.3 <i>Critères de qualité</i>	32
3 THEMES TRANSVERSAUX	33
3.1 GENRE.....	33
3.2 ENVIRONNEMENT	35
3.3 VIH-SIDA	35
4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	36
4.1 PLAN D'ACTION ET DEFIS	36
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES	36
4.3 QUELQUES INDICATEURS LIES AUX RESULTATS POUR LA PREMIERE ANNEE UCAG ..	38
5 ANNEXES	39
5.1 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE	39

5.2	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	43
5.3	APERÇU DES MORE RESULTATS	45
5.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	46
5.5	RESSOURCES	51
5.6	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI.....	55
5.7	LISTE DES ATELIERS EFFECTUES EN 2012.....	55
5.8	LISTES DES FORMATIONS EFFECTUEES EN 2012 AU SEIN DE L'UCAG	56
5.9	LISTE DES MISSIONS EFFECTUEES PAR L'EQUIPE UCAG EN 2012.....	60

Acronymes

APV	Appui à la Production Végétale
ASS	Appui au Secteur Semencier
ATI	Assistant Technique International
BM	Banque Mondiale
CARG	Conseils agricoles et ruraux de gestion
CCQ	Comité de Contrôle de la Qualité
COMPAR	Comité des Partenaires
CSC	Cahier Spécifique des Charges
CTB	Coopération Technique belge
DEP	Direction des Etudes et de la Planification
DGCD	Directorat Général de la Coopération au Développement
DSCR	Document de Stratégie de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté
DSG	Direction des Services Généraux (voir aussi DAF)
DTF	Dossier Technique et Financier du projet/programme
EF	Evaluation Finale
ETD	Entité Territoriale Décentralisée
FED	Fonds Européen de Développement
MAF	Manager administratif et financier
MAPE	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage
MINCIR	Ministère de la Coopération Internationale et Régionale
MINAGRIDER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MP	Marché public
MTR	Mid Term Review
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAIDECO	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaire
PARRSA	Projet d'appui à la réhabilitation et la relance du secteur agricole
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PRODEPAAK	Programme de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Artisanal dans le Katanga
PSE	Planning, Suivi et Evaluation
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RC	Renforcement des Capacités
RDC	République Démocratique du Congo
RR	Représentant Résident
SdS	Structure de Supervision
SG	Secrétaire ou Secrétariat Général
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SWOT	Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats
TdR	Termes de Référence
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche projet

N° d'intervention DGCD	NN 3010551
Code Navision CTB	RDC 10 154 11
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage
Durée de l'intervention	48 mois pour l'exécution (60 mois à partir de la signature de la CS)
Date de l'intervention	Septembre 2011
Contribution du pays partenaire	350.000 euros
Contribution belge	6.500.000 euros
Secteur (codes CAD)	Gouvernance et société civile- Administration Publique- 15040
Objectif global	Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.
Objectif spécifique	Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.
Résultats	<p>R1 L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle</p> <p>R2 Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées</p> <p>R3 Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R4 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R5 Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R6 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés</p>

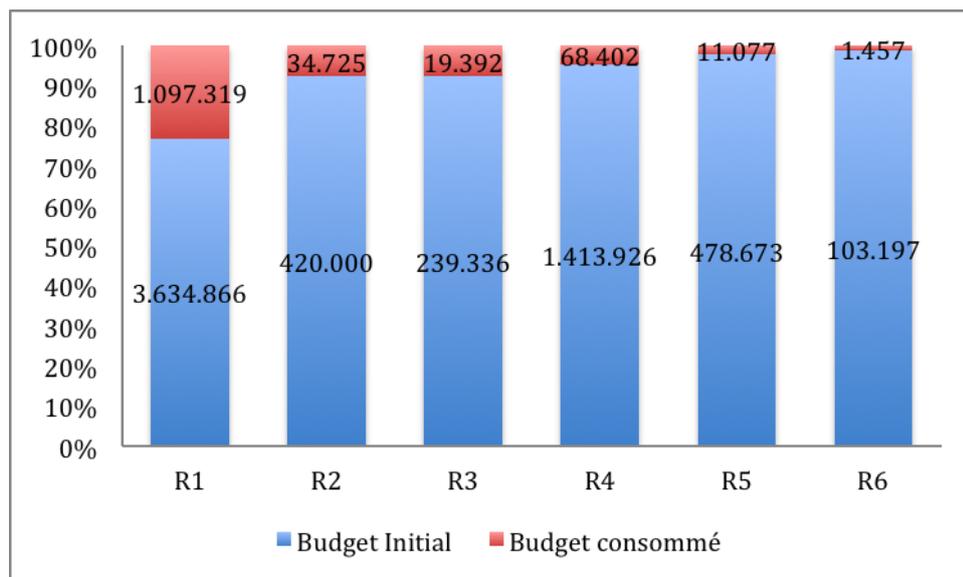
1.2 Performances du projet

Logique d'intervention	Effizienz	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique	B	C	C
Résultat 1 Mise en place de l'UCAG	A	A	C
Résultat 2 Appui aux projets	A	A	A
Résultat 3 Renforcement des capacités du niveau Central	B	B	C
Résultat 4 Renforcement des capacités du niveau déconcentré	B	B	C
Résultat 5 Renforcement des capacités du niveau décentralisé	B	B	C
Résultat 6 Communication	B	B	C

1.3 Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2011	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
6 500 000	260 265	983 030	5 256 705	19%

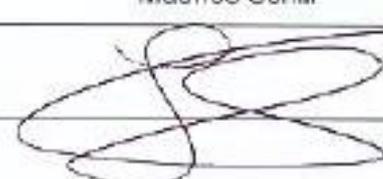
Budget par résultat



1.4 Résumé

Au cours de l'année 2012, les six principaux points ont été :

<ul style="list-style-type: none">Recrutement de tout le personnel de l'équipe UCAG ainsi que l'association des agents de l'état au sein de la cellule MP et l'installation de Point Focaux Provinciaux (PFP) dans chaque province cible. Consolidation du mode de fonctionnement entre la Représentation, l'Ambassade de Belgique et le siège de la CTB à Bruxelles.
<ul style="list-style-type: none">Réhabilitation des bureaux de l'UCAG-MINAGRI au sein du Ministère de tutelle. Acquisition du matériel informatique, bureautique et de mobilité et donc l'opérationnalisation de l'UCAG-MINAGRI;
<ul style="list-style-type: none">Réalisation de l'Etude de Base et validation des résultats en SMCL (5 sept 2012) ;
<ul style="list-style-type: none">Appui aux projets (appui à la rédaction de 4 DTF, missions de suivi des activités, encadrement des évaluations finales, appui aux SMCL, prolongation des projets AIMAPE, PAIDECO et PRODEPAAK);
<ul style="list-style-type: none">Formation du personnel de l'UCAG dans divers domaines (M&E, Leadership, Comptabilité, Communication, Travail en Equipe, Gestion d'une Equipe, Genre, etc.) ;
<ul style="list-style-type: none">Elaboration des plans d'action pour les acteurs provinciaux, IPAPEL, CARG et Ministère

Fonctionnaire exécution nationale ¹ Patrick Makala	Fonctionnaire exécution CTB ² Maurice Schill
	

2 Analyse de l'intervention¹

2.1 Contexte

Le contexte politique et socio-économique reste assez fragile dans les provinces concernées par le PIC en 2012 (ceci est aussi vrai dans le reste des provinces), ceci depuis les élections présidentielles de fin 2011, quand les parties de l'opposition ont refusé le verdict des urnes. Depuis la fin de l'année 2012, la situation politique du pays est devenue très instable dans les provinces de l'Est du pays.

La population en RDC dispose d'un pouvoir d'achat extrêmement faible, elle vit en dessous du seuil de la pauvreté et selon toutes les informations internationales, le pays serait le plus pauvre de la planète (187^{ème} sur 187 pays répertoriés, rapport UNDP 2011). A ceci s'ajoute, l'isolement des zones de production, une dégradation des infrastructures, des intrants inexistantes ou inappropriés, une faible organisation du monde agricole et une législation faible pour la mise en œuvre d'un développement de ce secteur.

Il existe une volonté de mise en œuvre effective de la décentralisation pour des stratégies mieux adaptées aux réalités locales et assurer un rôle des administrations provinciales plus proche des besoins des populations; Cependant, cette volonté reste souvent théorique et sa mise en œuvre effective ne reste qu'au niveau de la simple rhétorique et des quelques textes anciens et nouveaux (toutes les provinces ne sont pas à la même enseigne). Les politiques provinciales ne sont pas toujours claires et il existe souvent une inadéquation entre les directives nationales et les orientations provinciales. Il est important de faire un grand travail de sensibilisation, d'information, afin d'avoir une intériorisation du processus de décentralisation.

Outre ce processus, il faut noter que les problèmes, constats, et analyses restent les mêmes depuis les cinquante dernières années, en grande partie dû à l'inexistence d'une véritable politique nationale agricole.

D'un point de vue du contexte général, il semble important de réévaluer les Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces qui résument la situation du secteur de l'Agriculture en RDC et dans les provinces ou la Coopération Belgo-Congolaise interagit.

<u>Forces</u>	<u>Faiblesses</u>
<ul style="list-style-type: none">➤ Disponibilité de terres cultivables et de sols fertiles et conditions climatiques favorables ;➤ Existence des organisations paysannes et tables de concertation (CARG, COPROSEM, CCP, OP, ONG, etc.);➤ Structuration du mouvement paysan (union, faitière, fédération, etc.) ;➤ Disponibilité des cadres et agents compétents de l'administration moyennant un cadre de travail acceptable➤ Une forte présence (existence) des services déconcentrés dans les provinces (Districts, Territoires, Secteurs, Chefferies) ;➤ Une main d'œuvre jeune et disponible;	<ul style="list-style-type: none">➤ Très faible productivité ; systèmes agraires souvent orientés vers l'autosubsistance ;➤ L'accès à un foncier sécurisé reste problématique, et décourage l'investissement (loi agricole article 16) ;➤ Faible valeur ajoutée des produits ;➤ Infrastructure de base pour le développement économique en mauvais état ou non-fonctionnel (centres de collecte, entrepôts, marchés, réseau électrique, routes, ..) ;➤ Multitudes de services de taxation sans transparence /Tracasseries (et donc coûts élevés de production et de transport,

¹ Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

<ul style="list-style-type: none"> ➤ Forte implication des femmes dans les travaux agricoles 	<p>douane interprovinciale, impunité) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Absence de vision globale du secteur agricole et de stratégie de développement et de cohésion entre les provinces ; ➤ Un processus de décentralisation non achevé ➤ Rareté et vétusté des moyens de transport (véhicule, train, bateau, avion, etc.) ➤ Manque des systèmes de régulation des marchés internes (caisses de stabilisation des prix, assurances, stockage de régulation, prix minimum aux producteurs, etc.) ➤ Revenus instables des exploitations (volatilité des prix, organisation des marchés, etc.)
<p style="text-align: center;"><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un nouvel intérêt pour le développement de l'agriculture (budget de 21 M \$ alloué par le nouveau gouvernement) et campagne de lancement ➤ Nombreux partenaires au développement (PTF) dans le secteur de l'agriculture (pas toutes les provinces) ➤ Une demande intérieure (consommation) largement supérieure à l'offre (production) ➤ Main d'œuvre rural disponible où l'emploi est précaire et difficile; ➤ Fusion du Ministère de l'Agriculture et Dev. Rural (meilleure coordination) ➤ Existence d'un arsenal juridique de plus en plus étoffé (national et provincial) et de documents de référence du secteur agricole (PDDAA, PNIA, PAP, Plans Agricoles et Ruraux des Territoires, etc.) ➤ Expansion progressive des canaux d'information et de communication dans les ETD (radio, téléphone, internet, etc.) ; ➤ Conscientisation du rôle des femmes dans les prises de décision. 	<p style="text-align: center;"><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Non appropriation des activités / projets / programmes et investissements par le partenaire national ; ➤ Un climat d'affaires défavorable (181/185 ; Doing business 2012) ; ➤ Zones d'intervention très vastes, éparpillées et enclavées (pour les projets risque de saupoudrage) ; ➤ Manque de diversification des cultures (focalisation sur quelques spéculations); ➤ Niveau de formation des producteurs très faible (manque de professionnalisation du secteur) ➤ Concurrence des produits agricoles importés (subventionnés) par rapport aux produits locaux (non subventionnés). ➤ Instabilité politique dans l'Est du Pays ➤ Croissance démographique supérieure à la l'augmentation de la production agricole; ➤ Exode rural ; ➤ Mauvaise gestion des ressources naturelles (Dégradation des sols, déforestation, pollution des eaux, etc.). ➤ Changement climatique (perturbation du calendrier agricole, sécheresse, pluies

	erratiques, etc.)
--	-------------------

2.1.1 Contexte général propre au projet

Suite à la récusation par la partie congolaise du système de gestion par portfolios des projets et programmes de la CTB en République Démocratique du Congo, une réflexion a été menée par les deux parties, belge et congolaise, dans le but d'évoluer vers une mise en place, au sein des Ministères Techniques, d'une Unité Conjointe d'Appui à la Gestion (UCAG) du programme sectoriel du PIC avec une attention particulière au renforcement des capacités des niveaux central, décentralisé et déconcentré.

La mise en place d'une telle unité devrait permettre une plus grande coresponsabilité ainsi qu'une meilleure appropriation des programmes et projets élaborés pour le développement du secteur agricole en RDC

Avant la mise en place de ce nouveau système UCAG, chaque portefeuille était dirigé par un Portfolio Manager (PM) responsable du suivi stratégique de l'ensemble des projets contenus dans son portefeuille et appuyé par un Project Support Team (PST). Il faut noter que certaines tâches spécifiques, comme la gestion des Marchés Publics (cellule MP) ou celle des Ressources Humaines, étaient regroupées et centralisées à la représentation de la CTB à Kinshasa.

Le système de portefeuilles était, au moment de sa conception, considéré comme une organisation temporaire, à tester à partir de 2009. Il était aussi prévu que les services fournis aux projets par les cellules d'appui seraient progressivement repris par les institutions congolaises elles-mêmes et, donc, qu'à terme, elles disparaîtraient.

L'UCAG avec ses 4 cellules (MAF, MP, PSE et COM) appui donc de manière plus périodique, concertée et rapprochée les projets du secteur agricole et permet de mettre en œuvre des complémentarités entre les dits-projets. Outre la coordination sectorielle, l'UCAG appui les services centraux, décentralisés et déconcentrés de l'Etat, en terme d'infrastructure et de logistique mais plus important en termes de renforcement des capacités.

2.1.2 Contexte institutionnel

L'ancrage institutionnel de l'UCAG-MINAGRI est très approprié. Il permet de travailler dans un cadre optimale tant au niveau des locaux que de la proximité avec les agents de l'état. Ce rapprochement permet de suivre au quotidien les activités au sein du Ministère, de voir les PTF qui oeuvrent dans le secteur de l'Agriculture et donc de mieux harmoniser les activités. Toutefois, il existe de nombreux défis pour que ce contexte institutionnel soit plus favorable pour l'atteinte des résultats escomptés dans le projet. Les principaux défis peuvent se résumer comme suit :

L'amélioration du fonctionnement interne du Ministère à travers (i) la réforme de l'administration ; (ii) la restructuration des services du ministère de l'agriculture pour des services réels aux acteurs du secteur ; (iii) une adaptation du cadre législatif et la revalorisation du secteur judiciaire sont (ou seront) des directives incontournables pour que le Ministère assure son mandat régalien et de garant d'un bon développement du secteur de l'agriculture.

Une augmentation de l'allocation du budget national au secteur, avec une priorité aux investissements productifs par rapport aux dépenses courantes de fonctionnement en vue d'une relance de la productivité, et la mise en place de mécanismes de contrôle et de mise à disposition

réelle des fonds. Plus concrètement, la RDC doit s'engager à réaliser l'engagement de Maputo à allouer au moins 10% du budget de l'Etat au secteur agricole en vue d'assurer une croissance agricole d'au moins 6% l'an dans le cadre du PDDAA. Pour information, il est prévu que la part pour le secteur agricole au budget de 2013 ne sera que de 1,25% ;

Une amélioration de la fiabilité et de la qualité des données statistiques dans le secteur de l'agriculture. Des données détaillées sur les productions, les dépenses publiques, etc. du secteur sont déficitaires en RDC (c'est ainsi que certains rapports indiquent une augmentation de la production agricole de 7 % en 2010, ce qui est contesté par de nombreux experts du secteur).

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

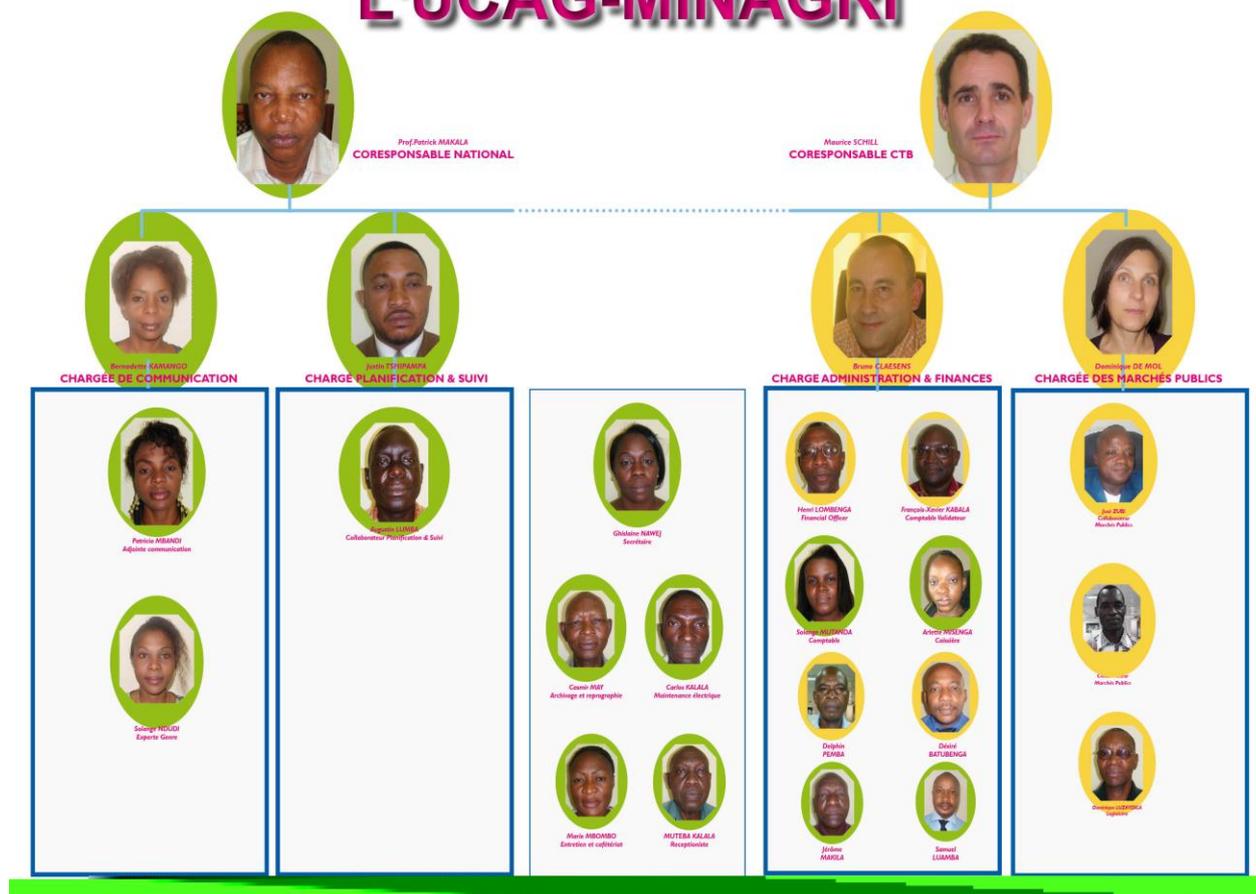
L'exécution du projet se fait selon les suggestions et orientations données dans le DTF et suivent les trois grands axes comme le montre la figure ci-dessous.

Le cadre logique schématisé



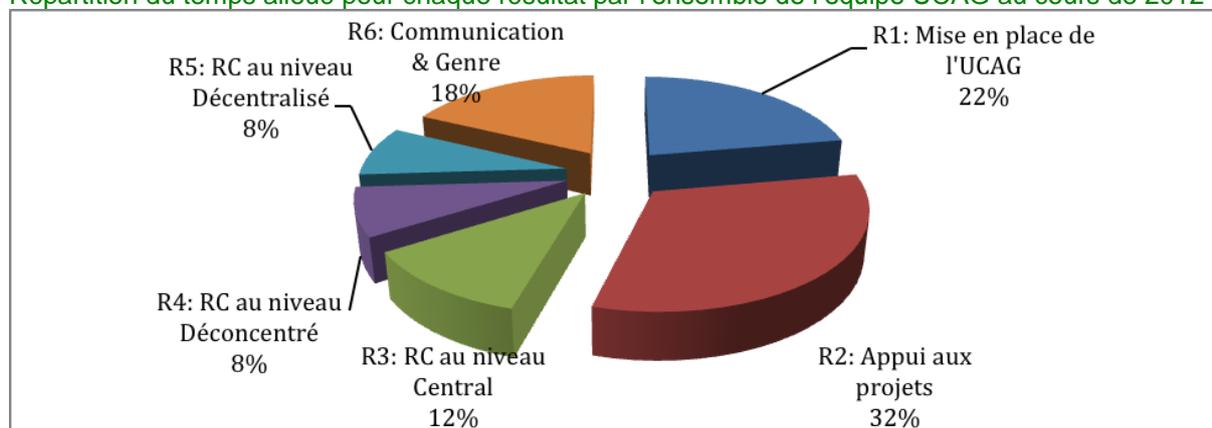
En terme d'exécution, le projet dispose d'une équipe multidisciplinaire (24 personnes dont 33% de femme, voir figure ci-dessous) travaillant dans les 4 cellules que sont a) l'administration finance, b) les marchés publics, c) le suivi et évaluation et d) la communication. A ceci s'ajoute, l'expert transversal Genre ancré avec la cellule de communication. Le tout est coordonné par les 2 co-responsables a) National et b) International. Cette équipe s'est mise en place progressivement pour être complète au mois d'Avril 2012. L'équipe a suivi différentes formations entre les mois de Septembre et Novembre 2012 suivant l'agenda du plan de formation initial (Voir annexe 5.8 pour la liste des formations dispensées). Ces formations ont permis d'accroître le niveau de compétence mais aussi d'acquérir du matériel didactique pour continuer et retranscrire ces formations en province.

L'UCAG-MINAGRI



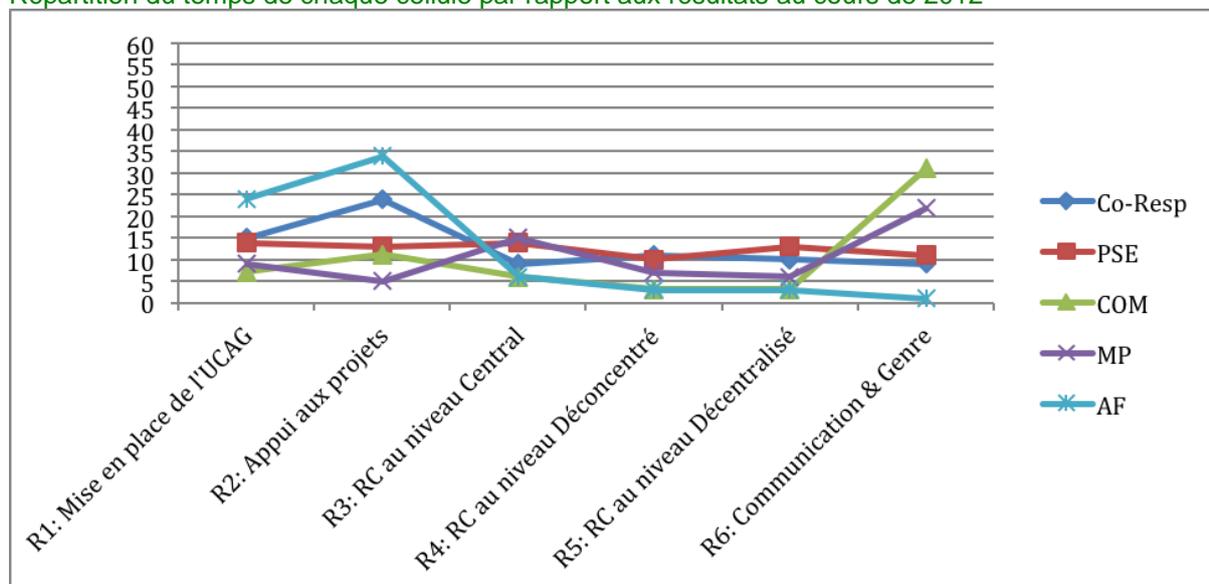
En terme de temps alloué aux résultats par l'équipe UCAG, il est estimé que la plus grande partie du temps était répartie surtout sur le résultat 1 (22%) et sur le résultat 2 (32%) soit plus de la moitié du temps de travail. Cette répartition du temps devrait changer au cours de 2013 notamment pour les résultats 3, 4 et 5.

Répartition du temps alloué pour chaque résultat par l'ensemble de l'équipe UCAG au cours de 2012



En terme de temps alloué par les différentes cellules en rapport avec les résultats, on estime que la répartition suit le diagramme présenté ci-dessous. On note la particularité de la cellule Administration Finance qui assure plus de 35% de son temps pour l'appui aux projets (R2) et la conduite de la mise en place de l'équipe UCAG.

Répartition du temps de chaque cellule par rapport aux résultats au cours de 2012

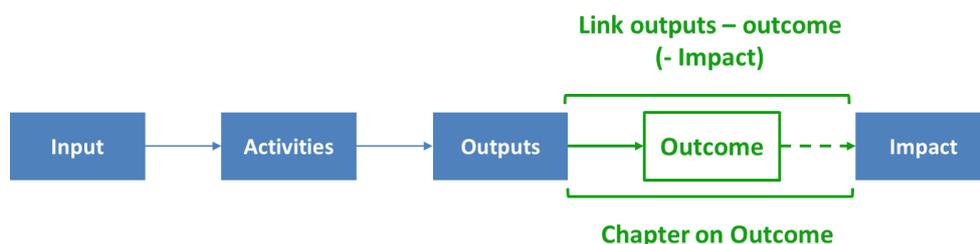


2.1.4 Contexte HARMO

Critère HARMO	Commentaire
Harmonisation	<p>Dû à la Coresponsabilité la transparence permet une plus grande efficacité collective entre le partenaire et la projet (suivi comptabilité, planification financière, suivi budgétaire, etc.);</p> <p>Il existe une synergie avec les autres bailleurs notamment avec la Banque Mondiale (PARRSA) et le FIDA (projet de développement provinciaux dans le Bandundu en particulier);</p> <p>La cellule de communication travail dans un esprit d'harmonisation avec les institutions (MINAGRI, PARRSA, FIDA, Projets CTB)</p> <p>Des concertations thématiques ont lieu avec la FAO et le FIDA concernant les activités agricoles dans les provinces ou les organisations ont des projets</p> <p>Le Groupe Thématique Agriculture et Développement Rural (GT15) est piloté par la Belgique et offre un cadre d'analyse, de réflexion et de concertation pour les PTF.</p> <p>Une dynamique de concertation entre les projets CTB est mise en place à travers l'UCAG afin de concevoir des complémentarités dans une vision d'approche programme.</p>
Alignement	<p>La passation des marchés suit sur la loi Européenne de Développement (FED) suite aux accords gouvernementaux belgo-congolais. Il existe toutefois des lois et régulations congolaises en cette matière.</p> <p>Le projet s'inscrit dans les politiques du DSRP élaboré par le gouvernement et les plans d'actions prioritaires provinciaux.</p> <p>Implication des homologues de projets dans la mise en œuvre des activités pour garantir leur alignement et une complémentarité avec celles définies en provinces.</p> <p>Les audits se font de manière interne et externe. Les audits sont financiers mais aussi en terme de fonctionnement.</p>

	Le processus de M & E est compris par les projets et les services déconcentrés provinciaux.
Gestion axée sur les résultats	<p>Les indicateurs de suivi ont été redéfinis en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs (Voir annexe 5.2)</p> <p>L'équipe de projet travaille sur l'ensemble des six résultats du DTF</p> <p>Le projet UCAG encourage les collaborateurs vers des efforts communs en faveur d'une gestion axée sur des résultats (rapport de planification hebdomadaire, mensuel et trimestriel, rapport de mission, compte rendu de réunion)</p> <p>Des missions de terrain régulières (voir annexe 5.9)</p>
Responsabilité mutuelle	<p>Le projet planifie avec l'homologue dans les temps des informations transparentes et compréhensibles sur les dépenses financières et comptables ainsi que sur les progrès des projets du secteur de l'agriculture et en rapport aux activités, aux résultats, et aux objectifs.</p> <p>L'homologue et l'équipe dans son ensemble (UGP) sont partie prenante des prises de décision et d'orientation de la conduite générale du projet.</p> <p>Le Coresponsable National (partenaire) rapporte les réalisations du projet UCAG et des autres projets sous tutelle aux autorités nationales, aux autorités locales et aux bénéficiaires?</p> <p>La SMCL fonctionne avec des réunions régulières ainsi que les SdS qui suivent l'évolution du projet</p>
Appropriation	<p>L'UCAG est mis en œuvre via le Coresponsable nationale et l'équipe nationale</p> <p>L'UCAG a fait une analyse des capacités de l'institution partenaire (analyse de la situation, analyse des participants, analyse des bénéficiaires) au niveau des IPAPEL lors de son étude de base</p> <p>Le partenaire exerce un leadership dans l'implémentation du projet à travers la SdS, la SMCL et le travail au quotidien en équipe</p> <p>Le partenaire coordonne les projets CTB à travers la coresponsabilité qui régit l'UCAG</p> <p>L'UCAG est une interface pour le dialogue avec les différents bailleurs, la société civile et le secteur privé.</p>

2.2 Outcome



2.2.1 Analyse des progrès réalisés

<p>Outcome² : Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.</p>						
Indicateurs ³	Valeur de la <i>Baseline</i> ⁴	Progrès année N-1 ⁵	Progrès année N ⁶	Cible année N ⁷	Cible finale ⁸	Commentaires ⁹
1. Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions	Faible	Faible			Elevé	
2. Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget.	Approprié	Approprié			Approprié	Le niveau Central est plus (trop) faible que le niveau décentralisé et déconcentré
<p>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'Objectif Spécifique : Analyser la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'Objectif Spécifique (voir Guide de rapport des résultats) :</p>						
<p><i>Est-ce que les résultats contribuent encore à l'atteinte de l'Objectif Spécifique ?</i></p> <p><i>A Spécifier !</i></p>	<p>Les résultats contribuent à l'atteinte de l'objectif spécifique, néanmoins il existe des conditions externes qui ne dépendent pas directement du projet, mais qui doivent être prises en compte pour atteindre l'objectif spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la réforme doit être effective et efficace (Age, révision de l'organigramme, la maîtrise des effectifs, etc.) -la motivation des agents et la communication doivent être efficaces (prime, motivation personnelle, motivation professionnelle, la volonté politique, la vulgarisation, le dialogue et la responsabilisation) -l'engagement et l'appropriation par la partie congolaise <p>(voir schéma simplifié de la mise en œuvre des activités de l'UCAG-MINAGRI pour l'atteinte de l'objectif spécifique)</p>					
<p><i>Résultats inattendus :</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - le retard dans la mise en œuvre des programmes financés par la coopération belge - l'instabilité politique, le peu d'implication et manquement dans l'appropriation observé par la partie congolaise - les renforcements des capacités risquent de ne pas avoir un résultat durable à cause du vieillissement de la majeure partie du personnel et cadre de l'administration publique destinée aux formations - l'appui en matériels insuffisant comparé à l'immense demande qui n'aura pas un impact sur l'ensemble du personnel actif dans les zones d'intervention 					

² Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

³ Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

⁴ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁵ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

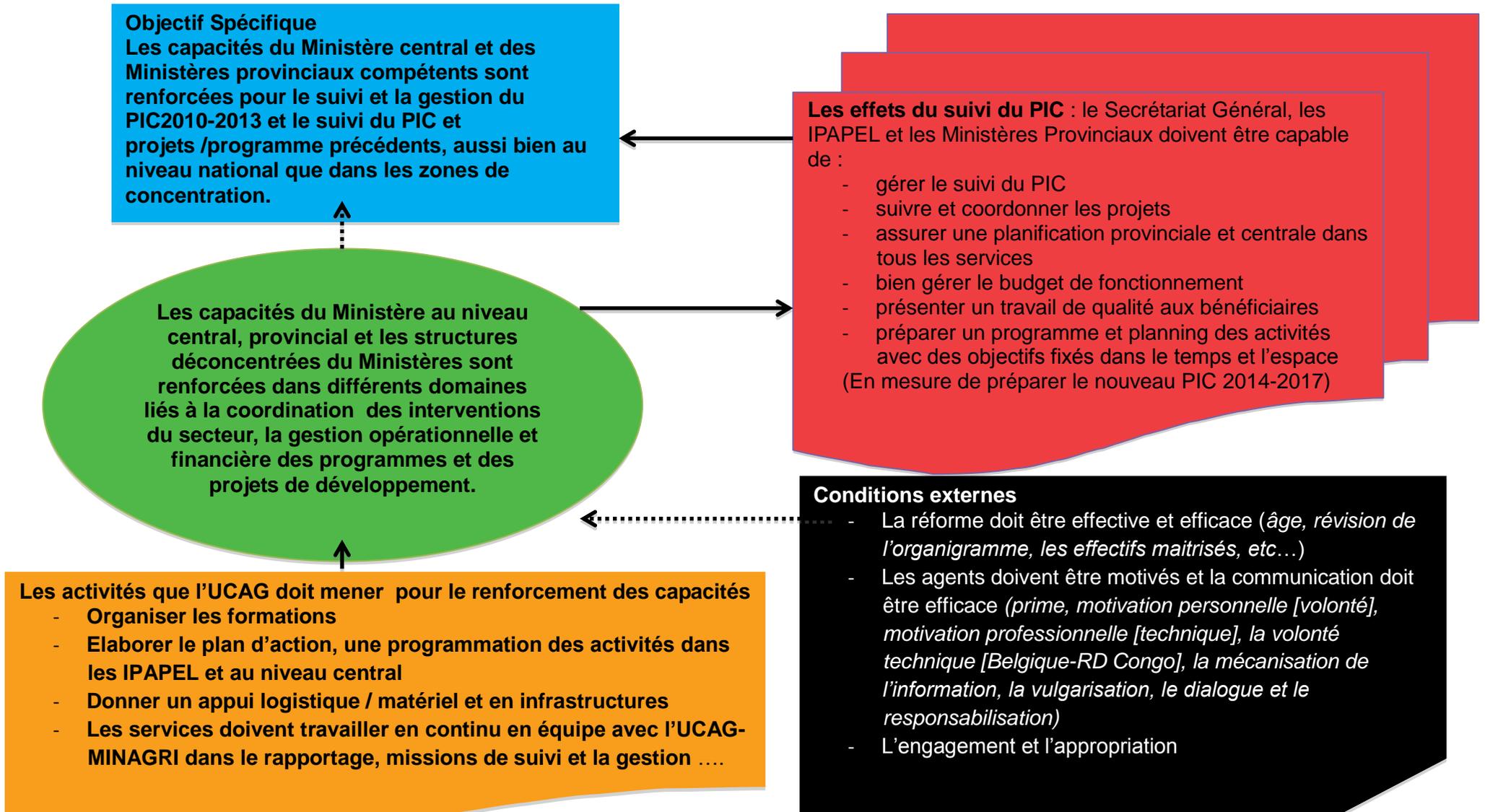
⁶ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

⁷ La valeur cible à la fin de l'année N.

⁸ La valeur cible à la fin de l'intervention.

⁹ Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « *Baseline* » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

Schéma simplifié de la mise en œuvre des activités de l'UCAG/MINAGRI pour l'Atteinte de l'Objectif Spécifique



2.2.2 Gestion des risques

Indiquer l'évolution des risques¹⁰ et la façon dont ils ont été gérés. Les risques identifiés comprennent les risques émanant du DTF et/ou de l'étude Baseline ainsi que les risques significatifs identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention. Certains risques peuvent aussi être identifiés lors du suivi des résultats.

- Décrire le risque.
- Noter la probabilité que le risque survienne : Élevée, Moyenne, Faible
- Noter l'impact du risque s'il devait survenir : Élevé, Moyen, Faible

Si une note C ou D est attribuée à un risque, détailler les mesures qui ont été/seront prises et indiquer la personne/l'acteur responsable. Pour plus de détails sur la notation : voir le Guide

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
R1 : Une dégradation du climat social et politique a été observée avec les événements à l'Est du pays. Des risques de mouvements sociaux restent toujours à redouter et les négociations entre le gouvernement et les différents groupes d'opposition sont en cours.	Novembre 2012	Externe	Elevée	Elevé	C	<p>Ce risque n'est pas maîtrisable par le projet mais externe et les actions sont impossibles à mettre en oeuvre</p> <p>Pyramide de sécurité de la CTB</p> <p>Radio VHS dans chaque Projet</p> <p>Plan d'évacuation</p>	DGD RR Co-Resp	Sans limite avant la fin des négociations	Suivre les événements par les médias internationaux et nationaux	En cours

¹⁰ Se limiter aux risques de développement et aux risques liés à la réputation

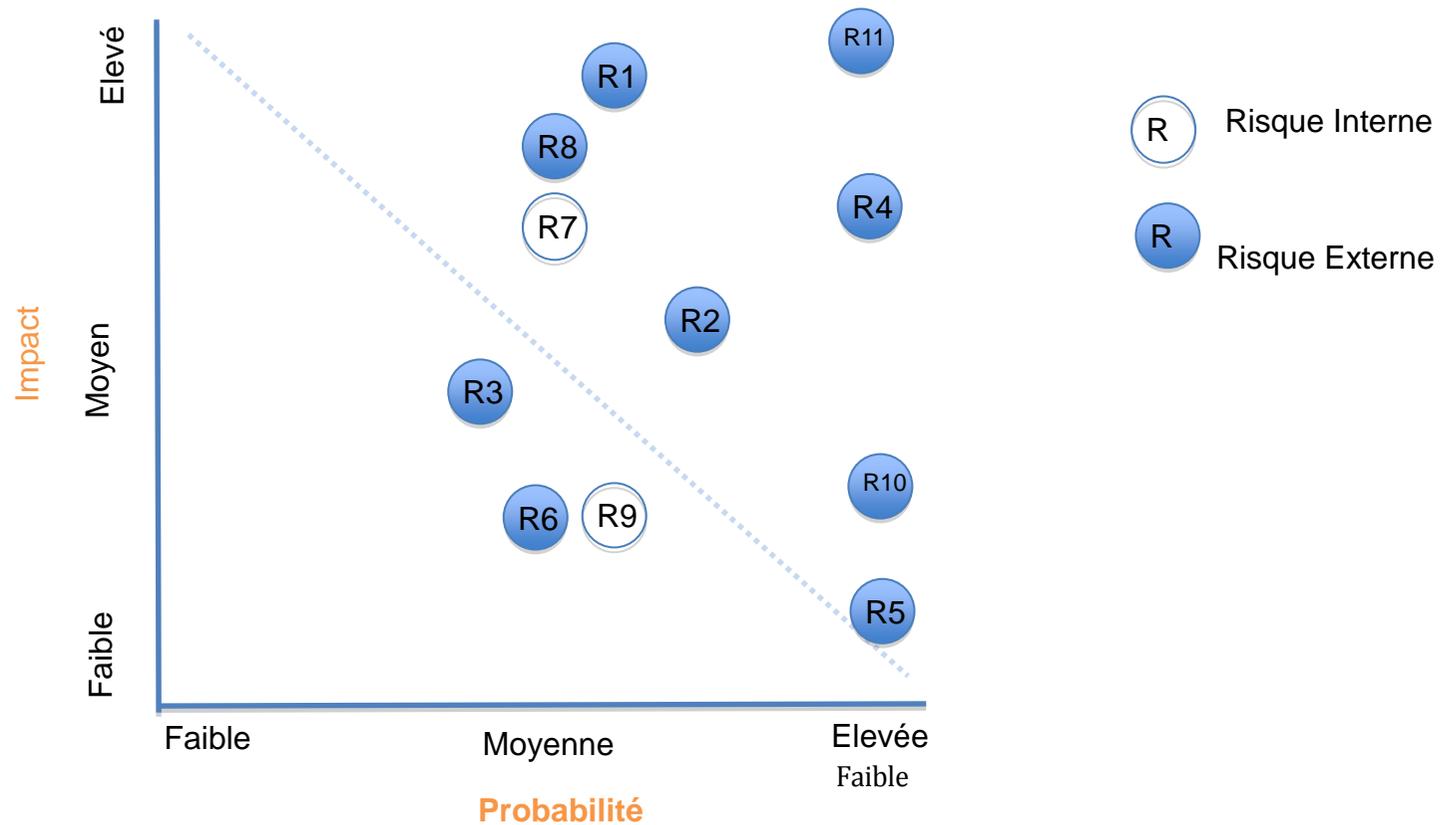
R2 : Un grand nombre de personnel du MINAGRIDER sont éligible à la retraite. Même s'il ne s'agit que d'une pension 'théorique' et que par manque de moyens les agents sont obligés de continuer à travailler, il serait souhaitable que la relève soit prévue. De plus ceci engendre un risque certains par rapport aux formations et aux renforcements des capacités que le projet doit mettre en oeuvre.	Février 2012	Externe	Moyenne	Elevé		Assurer la relève avec les Nouvelles Unités en recrutant des nouveaux cadres et agents et les former				En cours
R3 : Une « Loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture » a été promulguée au mois de décembre 2011. Cependant, les mesures d'application doivent encore être prises tant au niveau national que provincial. Plusieurs groupes de travail ont été mis en œuvre pour la rédaction des décrets d'application mais ces derniers ne sont toujours pas finalisés et encore moins voté au parlement.	Février 2012	Externe	Moyenne	Moyen		Appuyer les travaux de la commission d'élaboration des mesures d'application de la loi				En cours
R4 : Changement fréquent des autorités politico-administrative sur l'ensemble du territoire (SG, Ministre, Directeur, Administrateur de territoire, Gouverneur, etc.)	Janvier 2012	Externe	Elevée	Elevé		Indépendant des projets et d'actions possibles				En cours
R5 : Non respect des engagements financier et technique du partenaire national et provincial engendrant des difficultés dans l'atteinte des résultats dans la durée du projet	Janvier 2012	Externe	Elevée	Moyen		Exprimer les engagements financiers en nature				En cours
R6 : Le nouveau découpage administratif ne serait plus en phase avec les délimitations du PIC et des projets/Programmes notamment pour le BDD et KOR	Janvier 2012	Externe	Moyenne	Moyen		A voir pour les provinces du BDD et KOR et les programmes concernés				En cours

R7 : Programme Provinciaux ambitieux par rapport aux difficultés infrastructures, enclavement et logistique pour pouvoir atteindre les résultats en temps réel		Interne	Moyenne	Elevé	Assurer lors de la formulation que les infrastructures et la logistique soient considérées comme un axe majeur dans l'atteinte des résultats Conduire une étude préalable sur les mesures d'accompagnement à la mise en œuvre des projets (infra, MP, Logistique, M&E)				En cours
R8 : Limitation des ressources et de l'accès en eau potable engendrant des difficultés sanitaires ainsi que pour la transformation des produits agricoles		Externe	Moyenne	Elevé	Faire des partenariats avec les bailleurs impliqués dans les adductions d'eau				En cours
R9 : Incompréhension sur le fonctionnement et l'interrelation entre BXL-UCAG et Représentation	Octobre 2012	Interne	Moyenne	Moyen	Etablir un dialogue régulier et constructif réunissant les deux parties prenantes belgo-congolais Attendre et prendre en compte les recommandations de la MTR et réorienter en fonction de celles-ci				En cours

R10 : Diminution Importante de l'aide budgétaire au Développement par la coopération Belge pour 2013 dû à l'austérité dans la zone Euro	Novembre 2012	Externe	Elevée	Moyen		Inviter la DGD à s'impliquer dans un plaidoyer auprès du Parlement Belge				En cours
R11 : Retard dans la mise en œuvre des programmes financés par la coopération Belge et donc un frein dans l'atteinte du Résultat 2 (ASS, APV et PRODEPAKK)	Novembre 2012	Externe	Elevée	Elevé		La DGD devrait défendre les projets validés en CCQ auprès de l'Inspecteur des Finances				En cours

2.2.3 Impact potentiel

Suite au tableau ci-dessus, le graphe ci-dessous positionne chaque risque en fonction de sa probabilité de se réaliser et l'impact que ce risque aurait comme conséquence et impact sur les activités et projets mis en œuvre dans le cadre de la coopération belgo-congolaise.



2.2.4 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Efficience, Efficacité, Durabilité et Pertinence), plusieurs sous-critères ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention, vous pouvez calculer la note totale applicable à ces critères spécifiques (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
<input type="checkbox"/>	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
<input type="checkbox"/>	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne sont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.

<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.
--------------------------	----------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
4.1 Durabilité financière/économique ?		
<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.

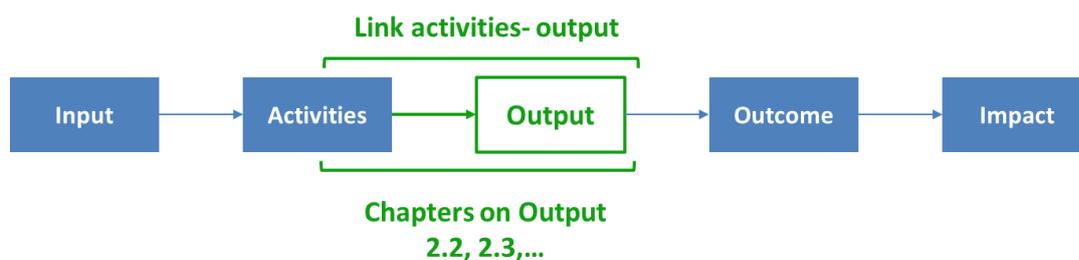
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou tout au moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
X	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).

Critères	Note
Pertinence	B
Efficacité	A
Durabilité	C
Efficiency	B

2.3 Output 1¹¹

Évaluer la probabilité de l'atteinte de l'output en question et la dynamique entourant l'évolution de cet output.



2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 : L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
1. N. de postes comblés (fonctionnaires, ATI et autres).	25	24	-	-	25	Le nombre des postes est complété à 95%
2. N. de marchés passés.	-	5	-	10		Procédures de passation des marchés un peu compliquées pour l'année entre FED et procédure Belge
3. N. et % d'employés féminins dans l'UCAG	-	33%	-	-	40%	33% des femmes dans l'UCAG-MINAGRI
4. N. de manquements aux procédures relevés	Faible	Faible	-	-	Faible	
5. N. d'employés ayant complété et réussi la formation initiale	-	15	-	-	20	Voir liste des formations en annexe 5.8
6. Effectivité du transfert de compétence réciproque	Faible	Moyen	-	-	Elevé	
7. Respect des échéances (documents et rapports)	-	Moyen	-	-	Moyen	Echanges faciles pour quelques informations mais d'accès directs aux informations en rapport avec les finances et Marchés Publics
8. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités	-0,5%	-	-	-	-	Le budget pour les thèmes transversaux

¹¹ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Bonne Gouvernance).						n'est que de 20,000€ pour le résultat 1 pour un montant global de 3,634,866€
État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹²	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)	
	A	B	C	D		
1 Mise en place de l'équipe						
2 Conduite des formations de base						
3 Réhabilitation des infrastructures						
4 Acquisition du matériel informatique, logistique et matériel						
5. Renforcement des compétences des membres de l'équipe						
6. Accompagnement de la mise en place et bon fonctionnement UCAG					Manuel des procédures avec UCAG-EPSP	
7 ; Promotion des thèmes transversaux						
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).						
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles) :</i>	L'équipe de l'UCAG installée doit travailler pour la gestion interne du projet au même moment en continu avec les services appuyés du Ministère dans le rapportage, missions de suivi et la gestion pour enfin atteindre le résultat 1 « L'UCAG est mise en place est opérationnelle »					
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<ol style="list-style-type: none"> tous les postes de l'UCAG sont comblés, 33% des femmes au sein de l'UCAG-MINAGRI, tous les bureaux UCAG sont réhabilités et équipés, respect des échéances (documents et rapport) le thème transversal genre est pris en compte, les rapports trimestriels, annuels, les FIT, sont disponibles, l'équipe UCAG a mis en œuvre une Baseline pour permettre les interventions dans les provinces, la planification, l'appui aux projets ont été réalisés 					
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	1. Procédures des marchés publics longues et compliqués,					
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<ol style="list-style-type: none"> Incapacités de consommer tous les fonds dans le délai du projet, Risque de la non passation de tous les marchés publics à cause d'une manque de maîtrise de la procédure (Belge et EU) qui prête une certaine confusion. 					

2.3.2 Exécution budgétaire

Joindre, en annexe, le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » contenant les données jusqu'au 31/12/2012 inclus et référer ici à l'annexe. Commenter succinctement ce rapport financier.

Budget total en €	Dépenses année 2011	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
3 634 866	259 596	837 724	2 537 547	30%

2.3.3 Critères de qualité

Attribuer, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D ¹³ aux critères suivants :

¹² A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- **Effizienz** : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- **Efficacité** : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- **Durabilité** : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Critères	Note
Effizienz	B
Efficacité	B
Durabilité	C

2.4 Output 2

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 : Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées.						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
1. Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain.	-	36	40	-		Les missions de suivi et Evaluations sur terrain permettent à l'UCAG de bien palper du doigt les interventions et l'efficacité des activités des projets dans leurs zones. Voir ventilation par trimestre en annexe 5.9
2. Nbr de marchés attribués.	-	9	-	10-	-	Une évaluation générale à la fin de chaque formation, pour juste voir le niveau de compréhension de la matière par les participants. (voir divers rapport de la section formation de BXL
3. N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).	-		4	-		Etat des lieux de l'approche genre doit être fait pour permettre de cibler les interventions et comprendre la prise en compte de l'aspect genre au niveau des projets.
4. Effectivité du transfert de compétence	-	Moyen	-	-	Elevé	Le suivi des activités et corrections de planifications entre l'UCAG et les projets.
5. Utilisation des formations dans le travail quotidien	-	Elevé	-	-	Elevé	Après chaque formation, les équipes ont fait preuve d'une amélioration dans le travail.
6. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de	4,7%	-	-	-	-	La somme de 20,000€ sur un total de 420,000€ pour le résultat 2

13

- A : Très bonne performance
 B : Bonne performance
 C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises
 D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

l'Enfant).					
État d'avancement des principales activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Renforcement des compétences des équipes des projets					
2 Appui à la gestion des projets sectoriels					
3 Appui à la gestion des projets hors secteur					
4 Appui à la promotion des thèmes transversaux					Manque d'un plan d'intervention pour le genre
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles) :</i>	L'UCAG a fait bénéficier au personnel des projets des formations, de l'encadrement personnalisé et un appui d'expertise, une assistance dans différentes matières (gestion administrative, gestion financière, passation des marchés, planification monitoring et évaluation, etc...pour atteindre le Résultat 2 : Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	-Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain : le suivi et évaluation finale des projets ASS et APV2, missions d'identification et formulation (PRODAKK, PRODAKOR, PRODAT et réflexion sur le PRODAM), élaboration des Dossier Techniques et Financier des projets, appui à la SMCL d'ouverture et des clôtures des projets, etc... -Organisation des formations pour les personnels des projets comme effectivité d'appui et échanges des compétences entre structures.				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	-le retard dans la mise en place des quelques programmes (projets) que l'UCAG doit suivre et appuyer (PRODAKK), - le marché public difficile à exécuter à cause des procédures complexes et inadaptées dans la zone d'action.				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	-l'appui aux projets risque n'est pas être effectif à cause du retard dans la mise en œuvre des programmes (signatures des conventions et des DTF, attribution des budgets, recrutement des ATI, etc.)				

2.4.2 Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2011	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
420 000	0	34 726	385 274	8%

2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	B
Efficacité	B
Durabilité	B

2.5 Output 3, 4 et 5¹⁴

Pour des mesures de simplification et afin d'éviter des répétitions, nous avons pris l'opportunité de coupler les résultats 3, 4 et 5 en un seul et faire une analyse globale. A cet effet, le résultat 3 concerne l'appui au niveau central, le résultat 4 le niveau déconcentré et le résultat 5 le niveau décentralisé. Les activités, au nombre de 6, sont les mêmes pour ces trois résultats et les indicateurs sont définis à

¹⁴ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

l'identiques.

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3, 4 et 5: Les capacités du Ministère au niveau central, des services déconcentrés et des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	-	Elevé	-	-	Elevé	L'un des objectifs de l'UCAG est le renforcement des capacités par des formations, ce qui justifie cette tendance. (voir plan de formation de l'étude de base)
2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations	-	-	-	-	-	Une évaluation générale à la fin de chaque formation, pour juste voir le niveau de compréhension de la matière par les participants.
3. Utilisation des formations dans le travail quotidien	Elevé	Moyen	-	-	Elevé	Après chaque formation, les équipes ont fait preuve d'une amélioration dans le travail.
4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien	40 ordinateurs 16 moto	Elevé	-	-	Elevé	L'acquisition du matériel et sa bonne utilisation rendent efficace le rendement aux services et font que le travail se déroule naturellement dans des bonnes conditions.
5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).	5,7%	-	-	-	-	Pour les 3 résultats, la somme de 128,826€ est allouée pour un total de 2,235,134€-
État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)	
	A	B	C	D		
1. Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures identifiées du MAPE au niveau central, décentralisé et déconcentré.					Voir détails dans l'étude de base	
2. Renforcement des compétences du personnel clé des structures identifiées du Ministère					Le plan de formation est mis en place, mais l'exécution n'est pas encore déclenchée (voir plan d'action des IPAPL).	
3. Amélioration des infrastructures des structures identifiées au niveau central, décentralisé et déconcentré.					Les travaux sont ralentis (soit Marché publics, soit par des précisions sur l'infrastructure à améliorer, etc...).	
4. Renforcement des capacités technologiques et renforcement des capacités matérielles des structures identifiées au niveau central, décentralisé et déconcentré.					Quelques matériels sont déjà achetés (ordinateurs), d'autres sont commandés, fautes d'infrastructures adéquates la distribution est ralentie.	
5. Appui à la coordination des interventions du secteur					L'UCAG est intervenue dans l'appui conseil jusque-là, mais l'année 2013 prévoit une intervention pour aider les	

				structures à s'approprier la coordination au niveau des provinces.
6. Appui à la promotion des thèmes transversaux				Un état des lieux sur la question genre a été fait mais un plan concret pour les interventions n'est pas encore mis en place.
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Vu la complexité des activités, y compris le risque extérieur qui ne dépend pas directement de l'UCAG, toutes ces activités demandent une implication efficace et l'appropriation aux autorités pour enfin aider à obtenir le résultat attendu. Les agents doivent non seulement être équipés ou formés. D'où l'implication des autorités et la bonne gouvernance restent des facteurs importants pour atteindre ces résultats « Les capacités du Ministère au niveau central, des services déconcentrés et des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement ».			
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etude de base pour les provinces et le niveau central réalisé, 2. l'UCAG est fixée sur les interventions à mener et les appuis au niveau de chaque province, 3. l'UCAG dispose d'une banque des données des besoins en équipement, infrastructures, matériels roulants et formations nécessaires pour relancer le secteur dans les provinces d'interventions, 4. Organisation d'un atelier de formation sur la mise en place d'un plan annuel et pluriannuel des activités dans les services décentralisés et déconcentrés, 5. Elaboration d'un plan de formation 6. l'étude des travaux des réhabilitations des infrastructures dans les zones d'interventions. 			
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. En rapport avec sa mission, les activités à mettre en place, l'UCAG se rend compte que le budget alloué pour toutes ces interventions reste modeste par rapport aux besoins exprimés par les bénéficiaires sur terrain. 2. le personnel est vieillissant dans les provinces, le gouvernement doit penser à continuer la réforme de l'administration pour capitaliser le renforcement des capacités que l'UCAG voudrait mettre en place, 3. la question genre reste encore une préoccupation culturelle. 			
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	1. le changement des dirigeants provinciaux engendre des difficultés dans la mise en œuvre des activités de l'UCAG et donc une grande difficulté dans la continuité pour la mise en œuvre des plans d'action et de formation que nous devrions instaurés au cours de 2013.			

2.5.2 Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2011	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
2 131 937	0	98 872	2 033 065	5%

2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	B
Efficacité	C
Durabilité	C

2.6 Output 6

2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Output 6 : Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorées.						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
1. Répartition des productions faites par ministère desservi.	-	Faible			Faible	
2. Qualité des productions faites	-	Faible			Elevée	Dépliant, poster, fardes en cours d'élaboration
3. % des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaleurs)	Faible	Faible			Elevée	Poster en cours d'élaboration et manuel sur le
4. Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi	Faible	Faible			Moyen	Le plan de communication est élaboré et sera mis en œuvre en 2013
5. N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus.	-	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Documents à voir avec SNV
6. Niveau d'audience des émissions de radio.	-	Faible			Elevé	En cours de redynamisation et de contact avec les radio rurales
7. Taux de réalisation du site WEB	-	Moyen			Elevé	Site WEB réalisé mais pas encore en ligne
8. Utilisation du site WEB par les internautes.	-	Faible			Elevé	Dépend de la redynamisation du site qui est en cours.
9. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).	14,2%					La somme de 14,72€ est allouée sur un total de 103,197€ pour le résultat 6

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Elaboration d'un plan de communication					
2 Promotions aux thèmes transversaux					
3 Communications pour le développement : Atelier, émissions radio et TV, mission de terrain, publication (affiche, dépliant, roll up, farde), appui aux projets.					
4 Renforcement des capacités : formations					
5 Redynamisation du site WEB					
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Les activités de communication vont être plus opérationnelles au cours de 2013 dans la mise en œuvre du plan de communication de l'UCAG mais aussi des plans de communication pour les IPAPPEL				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Le plan de communication est élaboré Les ébauches de poster, fardes et dépliants existent Divers ateliers et participations à des réunions				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	La capacité, connaissance et formation des experts nationaux sur les diverses thématiques que sont les radios, le site Web, la rédaction d'article, l'outil informatique dans la mise en page des support de communication (posters, farde, etc.				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	L'appui au projet des partenaires notamment de la banque mondiale que la plateforme de communication doit suivre dans les activités. □				

2.6.2 Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2011	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
103 198	669	1 458	101 071	2%

2.6.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	B
Efficacité	C
Durabilité	B

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

En 2012, l'UCAG-MINAGRI a conduit un état des lieux de l'approche genre dans le secteur de l'agriculture. Pour ce faire, l'approche suivie a consisté à la distribution d'un questionnaire ouvert mis à la disposition du personnel du secrétariat général du MINAGRI tant au niveau central qu'au niveau des IPAPEL (Inspection Provinciale) dans les zones du PIC, et même au niveau des projets du secteur agricole. Ceci a permis d'évaluer le niveau de connaissance et l'intérêt que les uns et les autres ont sur l'approche genre dans le secteur.

Après dépouillement des plis, la cellule genre a élaboré un document d'analyse genre qui reprend de manière détaillée le résultat de l'analyse (rapport disponible). Le document résume les informations comme suit :

Nombre total des fiches distribuées aux services Agriculture, pêche et élevage :

- Au niveau central : 475
- Au niveau des IPAPEL : 125
- Total : 600

Nombre total des fiches distribuées aux projets du secteur et UCAG/MINAGRI :

- Au niveau des projets : 40
- Au niveau des UCAG : 75
- Total : 115

Un total général de l'échantillon est de 715 fiches.

Au niveau du Ministère central les fiches reçues pour dépouillement sont estimées à 131, au niveau des Provinces à 179 et 31 au niveau des projets soit un retour de 341 sur 715 questionnaires distribués (47,6% de réponse). On note aussi que même si les questionnaires nous ont été retournés, l'ensemble des questions n'a pas été traité par les agents enquêtés. Le pourcentage de participation des hommes est de 46,9% et des femmes 53,1%.

Nombre de réponse positive et/ou valable aux questionnaires administrés

Questions	Secrétariat général du MINAGRI (131)	IPAPEL (179)	Projets sectoriels et UCAG (31)
1. Avez-vous eu déjà une formation en genre ! Si oui où et quand ?	32	7	8
2 Travaillez-vous avec un collègue direct du sexe opposé	59	12	19
3. Pourquoi est-il-important et nécessaire d'intégrer le genre dans les activités et fonction?	42	18	21
4. Que signifie les mots ci-après : Genre, Parité, Egalité, Autonomisation de la femme, Stéréotypes, Homme genre	31	9	18
5. Les termes < genre et sexe> disent-ils la même chose ? si non, quelle est la différence fondamentale entre ces mots ?	48	20	17
6. Lorsqu'on parle de genre, on pense automatiquement aux femmes ? pourquoi	11	17	14
7. Est-ce que les hommes et les femmes doivent au même titre participer à toutes les activités dans un projet, un programme ou un service public donné? Préciser ou justifier la réponse.	75	32	30

8. Est-ce que les hommes-genres peuvent apporter un changement de comportement ou d'attitudes envers les femmes et les jeunes filles par rapport aux barrières culturelles, traditionnelles et par rapport aux stéréotypes	30	14	19
9. Serait-il préférable à votre avis que les femmes aient aussi accès au poste de direction plutôt que de rester sur des postes de subalternes ? Préciser votre choix	80	11	19
10. Existe-t-il des indicateurs précis sur le genre à votre niveau ou pour vos activités ? Si oui lesquels.	-	-	11
11. Est-ce que les politiques publiques sont nécessaires pour arriver aux résultats équitables pour les femmes et pour les hommes ?	?	?	?
12. Est-ce que la Politique National Genre et son Plan d'action sont connus et suffisamment consultés dans votre institution ou projet? Si oui, donner 3 aspects principaux que vous connaissez	10	3	4
13. Les dispositions des textes légaux ou réglementaires (la loi Agricole par exemple) peuvent-ils avoir des effets négatifs sur le genre?	47	21	8

Commentaire :

- Q1 : le peu de personnes pour la plus part ont été formés par les ONGD, qui axent leur travail sur les violences faites aux femmes et sur l'égalité du genre. Nous citons CONAFED à KINSHASA, REFED au Bandundu, REFED à Kisangani COOPI/CIP à Kindu,... Et quelques-uns par des formations le Ministère du genre, de la famille et de l'enfant .Ces formations n'ont pas été organisés par les projets et le Ministères.
- Q2 : cette question a fait office d'exercice d'observation des collaborateurs de chacun dans le milieu de travail.
- Q4 : pour ces 3 questions : Q4, Q5 et Q6 on note un niveau faible des connaissances par rapport à la définition de ces différents termes.
- Q7 : la participation aux activités dépend de la fonction et du mandat de chacun dans un projet ou un programme.
- Q8 : le terme homme-genre n'étant pas dans le jargon quotidien,
- Q9 : de manière objective les participants ont émis le vœu de voir les femmes capables et formées d'accéder à des postes de direction. Les femmes qu'il faut à la place qu'il faut. A cette question se rattache le volet renforcement des capacités
- Q10 : au niveau central et Provincial du MINAGRI il se pose un besoin réel de définir des indicateurs sensibles au genre pour arriver à une réelle intégration, ensuite vulgariser ses indicateurs à tous les acteurs de la thématique.
- Q11 : A cette question aucune réponse n'a été satisfaisante suite au manque de connaissance en matières de genre
- Q12 : La politique national genre et son plan d'action ne sont pas assez vulgarisés et peu connus. Ce qui implique la nécessité de réaliser une forte campagne de vulgarisation sous la supervision du Ministère du genre, de la famille et de l'enfant.
- Q13 : Les textes légaux et réglementaires ne sont pas suffisamment vulgarisés d'où la nécessité d'organise une campagne de sensibilisation afin de vulgariser les instruments juridiques nationaux et internationaux en faveur des questions du genre.

De cette analyse dans le volet recommandations on a retenu ce qui suit :

- L'implication des hommes de manière générale est limitée dans le Ministère en faveur de la promotion des femmes et de ses droits.
- L'encadrement professionnel et les formations des femmes sont insuffisants par rapport aux hommes
- La mobilisation du budget d'activités sensible au genre est presque inexistante pour la cellule genre du MINAGRI.

A part cette activité, la cellule genre a amorcé d'autres activités ayant trait aux missions à l'intérieur. Elle aussi participé, par une émission radio diffusée, à la sensibilisation genre. En effet, on note :

- La mission d'identification du projet PRODAKOR :
Intervention sur les contraintes spécifiques des agricultrices au niveau du Kasai Oriental et participation à l'élaboration de la fiche d'identification du dit projet dans son R4 portant sur l'Empowerment des femmes agricultrices et l'égalité du genre.
- La mission de préparation à la mission d'identification du projet éducation EDUT dans le sous-secteur ETFP :
Réalisation d'une revue documentaire sur l'analyse genre dans le sous-secteur ETFP en vue de formuler le R4 portant sur l'intégration des filles dans les filières techniques dite masculine
- Emission sur le genre et l'agriculture à la radio OKAPI.

3.2 Environnement

Voir Rapport des résultats UCAG-EPSP

3.3 VIH-SIDA

Les activités réalisées pour ce thème transversal pour 2012 sont essentiellement axées sur :

1. Atelier de sensibilisation au niveau de Kinshasa et dépistage volontaire

Le nombre d'agents du MINAGRI présent à l'atelier est de 34 dont 15 hommes et 19 femmes. Et le personnel UCAG/MINAGRI présent est de 3 dont 2 femmes sur un total général de 141 personnes

2. .Célébration de la Journée Mondiale du SIDA le 11/12/2012

Le nombre d'agents du MINAGRI présent à la journée est de 13 dont 8 femmes et 5 hommes. Aucune participation au niveau de l'UCAG/MINAGRI, sur un total général de 81 personnes.

3. Atelier de sensibilisation à Kisangani et dépistage volontaire du 17 au 19/12/2012

Le nombre total de participants à l'atelier est de 120 dont 37 femmes et 83 hommes. La cellule n'a pas pu catégoriser les participants par institution .

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action et défis

Formuler, sur la base des données et de l'analyse ci-dessus, des actions (décisions) à prendre. Celles-ci peuvent être d'ordre stratégique et/ou opérationnel.

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Description de l'action/la décision à prendre.	Le sous-chapitre auquel l'action/la décision se réfère (p. ex., 2.4)	Le responsable de la prise de décision/action	p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1
Simplification des rapports et des processus (voir les grands principes GAR)	R1 et R2	CTB-BXL	Q1 2013
Les outils doivent être plus cohérents avec l'approche programme des différents secteurs (Agriculture, Développement Rural et Education)	R1	RR et Coordonnateur	Q1 2013
Assurer des ateliers de travail entre tout les projets agricultures deux fois par an (Coordination, Partage d'expérience, complémentarité, cohésion, synergie, etc.)		UCAG	Fin Q2 et Fin Q4
Assurer une communication plus rapprochée avec le SG du MINAGRI ainsi qu'avec le RR en dehors des SdS et SMCL programmés	Tout les résultats	Co-Responsables	Au cours de l'année 2013
Faire des réunions hebdomadaires interne à l'UCAG-MINAGRI pour assurer une communication plus fluide et un échange d'information plus accentué	R1	Co-Responsables	Chaque semaine

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Le premier enseignement est la difficulté de mettre en place une nouvelle forme d'organisation et mode de fonctionnement au sein d'une structure telle que la CTB. A cet effet, la transition du système de portefeuille, en régie, à un système UCAG, en Coresponsabilité, n'a pas été comprise de la même manière par les protagonistes qui gravitent dans les UCAG et autour des UCAG. Ceci à donner lieu à différentes sources d'interprétation et de compréhension sur le mode de fonctionnement, les rôles des uns et des autres et sur les circuits de communication et de rapportage.	UCAG RR CTB-BXL

<p>Le deuxième enseignement appris, est que la Coresponsabilité fonctionne très bien et que le partenariat est beaucoup plus participatif dans la conduite des activités, les prises de décision et le suivi régulier de la coopération en RDC</p>	<p>Ministère Provincial Inspection Provincial CARG Provincial</p>
<p>Le troisième enseignement est de faire des audits internes, externes, budgétaire de manière rapprochée (4 dans l'année) ne rend pas le projet plus opérationnel et fige même la créativité et la mise en œuvre des activités par les ATI et ATN.</p>	<p>CTB-BXL</p>

4.3 Quelques Indicateurs liés aux Résultats pour la Première Année UCAG

Le cadre logique n'a pas changé au cours des 12 derniers mois, mais un travail sur les indicateurs a été élaboré afin de faire un suivi évaluation du projet plus précis. Le tableau ci-dessous présente une liste des indicateurs (sur la base d'un tableau plus complet en annexe 5.2) choisis pour l'évaluation des résultats de cette première année de la mise en œuvre de l'UCAG-MINAGRI.

Résultats	Indicateurs Quantitatifs	Indicateurs Qualitatifs
R1 : Mise en place UCAG	<ul style="list-style-type: none"> Le % de poste occupé par rapport aux nbr préconisés. % du personnel féminin. Le nbr de formation accomplie et le nombre de personne formée. 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer l'esprit d'équipe et son dynamisme. Evaluer les conditions de travail. Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels UCAG.
R2 : Appui aux projets	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr de missions réalisées par l'UCAG et le nbr de projets appuyés. La qualité du suivi budgétaire et financier de la cellule AF de l'UCAG. Nombre de FI, DTF, et prolongation ont été suivi par l'UCAG. 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer la satisfaction des projets de l'appui donné par l'UCAG. Apprécier la qualité sur la planification, le suivi et l'évaluation faite par la cellule PSE de l'UCAG. Evaluer les échanges entre co-responsables UCAG et chef de projet
R3 : Appui niveau Central	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr d'infrastructures rénovées. La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité. Le nbr de formations dispensées et le nbr de personnes formées. 	<ul style="list-style-type: none"> Analyser le fonctionnement organisationnel des différentes directions appuyées par l'UCAG. Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels UCAG. Evaluer les relations entre le niveau central et déconcentré.
R4 : Appui niveau Déconcentré	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr d'infrastructures rénovées. La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité. Existence et relevance d'un plan directeur d'activité pour chaque direction du MINAGRI 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer la responsabilité, l'initiative et le plaidoyer des agents de l'Etat. Analyser le fonctionnement organisationnel des différents services déconcentrés appuyés par l'UCAG. Evaluer les relations entre les services déconcentrés et le niveau central.
R5 : Appui niveau Décentralisée	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr d'infrastructures rénovées. La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité. Existence et relevance d'un plan directeur d'activité pour le Ministère de l'Agriculture Provincial 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer la responsabilité, l'initiative et le plaidoyer des agents de la Province. Analyser le fonctionnement organisationnel des différents services décentralisés appuyés par l'UCAG. Evaluer la relation tripartite Central, Déconcentré et Décentralisé
R6 : Appui Communication	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus. Le nbr des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux et notamment celui du Genre. Le nbr d'appui aux projets agricoles en lien avec l'UCAG-MINAGRI et autres UCAG 	<ul style="list-style-type: none"> Estimer le contenu des communications effectuées. Analyser les liens avec les autres thématiques des UCAG MINIDER et EPSP. Estimer le suivi du plan de communication.

5 Annexes

5.1 Cadre logique d'origine

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	<p>Objectif Général</p> <p><i>Les capacités du MAPE et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.</i></p>			
	<p>Objectif spécifique</p> <p>Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget. 	<p>Rapports trimestriels de l'UCAG et des projets sectoriels.</p> <p>PV des instances de coordination et concertation</p> <p>Rapports trimestriels et annuels de l'UCAG</p> <p>Evaluations externes</p>	<p>Chaque ministère émet un arrêté ministériel fixant l'ancrage institutionnel de l'UCAG respective.</p> <p>Les contributions attendues de chacune des parties sont apportées en temps utile.</p> <p>Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire n'entrave pas la réalisation des projets / programmes.</p> <p>Le projet attire et retient les ressources humaines requises.</p> <p>Les parties s'entendent sur l'affectation de personnel technique déjà formé aux procédures et outils de la CTB pour un démarrage rapide et sans rupture de qualité.</p> <p>Les ressources affectées à l'UCAG sont stables.</p> <p>Le ministère fait preuve de leadership dans le renforcement des institutions concernées et dans la gestion du programme sectoriel.</p> <p>La répartition du budget favorise à la fois le renforcement aux niveaux national, déconcentré et décentralisé.</p> <p>La coopération belgo-congolaise s'opère dans le respect des modalités prévues, en coresponsabilité et dans un climat de travail favorisant l'efficacité.</p>
AXE 0 : MISE EN PLACE DE L'UCAG				

R1	L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> • N. de postes comblés (fonctionnaires, ATI et autres). • N. de marchés passés. • N. et % d'employés féminins dans l'UCAG • N. de manquements aux procédures relevés • N. d'employés ayant complété et réussi la formation initiale • Effectivité du transfert de compétence réciproque • Respect des échéances (documents et rapports) • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Bonne Gouvernance). 	<p>Effectifs de l'UCAG</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports FIT.</p> <p>Évaluations</p> <p>Évaluations de la performance de l'UCAG (audit organisationnel)</p> <p>Enquête de satisfaction auprès des utilisateurs des services de l'UCAG</p> <p>Date de dépôt des documents de planification, études et rapports prévus.</p>	<p>Des mesures favorisent la dotation rapide des postes au démarrage.</p> <p>Le personnel technique déjà formé est récupéré.</p> <p>Des locaux adéquats sont rendus disponibles et réhabilités.</p>
-----------	-------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

AXE 1 : APPUI À LA GESTION DES PROJETS

R2	Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées.	<ul style="list-style-type: none"> • Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain. • Taux de réussite aux tests à la fin des formations. • N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). • Effectivité du transfert de compétence • Utilisation des formations dans le travail quotidien • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT</p> <p>Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports de mission.</p> <p>Évaluation / audit.</p>	<p>Stabilité des équipes projets.</p> <p>Formation aux thèmes transversaux offerte aux équipes des nouveaux projets dès le démarrage.</p> <p>Approche pyramidale des formations (formation de formateurs).</p>
-----------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION ET UN APPUI A LA COORDINATION DES INTERVENTIONS DU SECTEUR

R3	Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) • Taux de réussite aux tests à la fin des formations • Utilisation des formations dans le travail quotidien • Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.	La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.
R4	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) • Taux de réussite aux tests à la fin des formations • Utilisation des formations dans le travail quotidien • Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.	La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.
R5	Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> • N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) • Taux de réussite aux tests à la fin des formations • Utilisation des formations dans le travail quotidien • Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.	La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.

<p>R6</p>	<p>Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Répartition des productions faites par ministère desservi. • Qualité des productions faites • % des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaieurs) • Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi • N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus. • Niveau d'audience des émissions de radio. • Taux de réalisation du site WEB • Utilisation du site WEB par les internautes. • % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels UCAG et Plate-forme de Communications Plan de communication Études (audimat) et sondages. Évaluation / audit. Site WEB. Rapport statistique du serveur WEB (clics, pages visitées, etc.).</p>	<p>La Plate-forme de Communications du MAPE dessert aussi le MEPSP et le MINIDER. L'expertise nécessaire est disponible.</p>
------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

5.2 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique n'a pas changé au cours des 12 derniers mois mais un travail sur les indicateurs a été élaboré afin de faire un suivi évaluation du projet plus précis. Le tableau ci-dessous présente une liste non exhaustive d'indicateurs (à compléter et ajuster) qui pourrait servir de référence pour 1) conduire l'étude de base, 2) s'insérer dans un tableau de bord de suivi des activités au cours des années, 3) guider la structure du rapportage annuel, 4) cadrer l'évaluation à mi-parcours et 5) faciliter l'évaluation finale des activités conduites par l'UCAG-MINAGRI.

Résultats	Indicateurs Quantitatifs	Indicateurs Qualitatifs
R1 : Mise en place UCAG	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr et % de marchés publics exécutés dans les procédures. Le % de poste occupé par rapport aux nbr préconisés. % du personnel féminin. Le nbr de formation accomplie et le nombre de personne formée. Le taux d'exécution du budget du résultat 1. Le nbr de documents et rapport produits. Le nombre de procédures interne et les procédures ROI. Le nombre de réunion interne UCAG. Le % des échéances pour l'entretien des véhicules (Nbr d'entretien, cout/km). % de personnes formées en genre. Le nbr de partenaires en relation avec l'UCAG ... 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer l'esprit d'équipe et son dynamisme. Evaluer les conditions de travail. Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels UCAG. Interpréter le renforcement des capacités direct des ATI envers les ATN et vice-versa. Estimer le suivi du tableau de bord pour la mise en œuvre des activités. Apprécier l'effet de coresponsabilité de l'UCAG. Comprendre le mécanisme relationnel entre UCAG-DGD-CTB Représentation.
R2 : Appui aux projets	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr de missions réalisées par l'UCAG et le nbr de projets appuyés. Le taux d'exécution du budget du Résultat 2. Le nombre de marché public assuré par la cellule MP de l'UCAG. La qualité du suivi budgétaire et financier de la cellule AF de l'UCAG. % de personnes formées en genre et nombre de formation. Nombre de réunion entre UCAG et Projets. Nombre de FI, DTF, et prolongation ont été suivi par l'UCAG. Taux d'utilisation de la plateforme de communication en appui aux activités des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer la satisfaction des projets de l'appui donné par l'UCAG. Estimer l'effet de coordination de l'UCAG pour le développement cohérent du secteur Agricole. Apprécier la qualité sur la planification, le suivi et l'évaluation faite par la cellule PSE de l'UCAG. Evaluer les échanges entre co-responsables UCAG et chef de projet
R3 : Appui niveau Central	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr d'infrastructures rénovées. La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité. Le nbr de poste de travail opérationnel. Le taux d'exécution du budget du Résultat 3. Le nbr de formations dispensées et le nbr de personnes formées. Le nbr de projets agricoles suivis par les différentes directions du MINAGRI. 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer la responsabilité, l'initiative et le plaidoyer des agents de l'Etat. Analyser le fonctionnement organisationnel des différentes directions appuyées par l'UCAG. Etat des lieux sur le dialogue entre secteur public/privé et société civile. Estimer le niveau de coordination des projets du secteur. Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels

	<ul style="list-style-type: none"> Le Nbr de réunions entre UCAG et les différentes directions MINAGRI. Existence et relevance d'un plan directeur d'activité pour chaque direction du MINAGRI 	<p>UCAG.</p> <ul style="list-style-type: none"> Evaluer les relations entre le niveau central et déconcentré.
R4 : Appui niveau Déconcentré	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr d'infrastructures rénovées. Le nbr de marchés publics réalisés. La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité. Le nbr de poste de travaux opérationnels. Le taux d'exécution du budget du Résultat 4. Le nbr de formations dispensées et le nbr de personnes formées. Le nbr de projets agricoles suivis par les différents services déconcentrés du MINAGRI. Le nbr de réunions entre UCAG et les différentes directions MINAGRI. Existence et relevance d'un plan directeur d'activité pour chaque direction du MINAGRI 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer la responsabilité, l'initiative et le plaidoyer des agents de l'Etat. Analyser le fonctionnement organisationnel des différents services déconcentrés appuyés par l'UCAG. Etat des lieux sur le dialogue entre secteur public/privé et société civile. Estimer le niveau de coordination des projets du secteur. Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels UCAG. Evaluer les relations entre les services déconcentrés et le niveau central.
R5 : Appui niveau Décentralisée	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr d'infrastructures rénovées. Le nbr de marchés publics réalisés. La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité. Le nbr de postes de travail opérationnels. Le taux d'exécution du budget du Résultat 5. Le nbr de formation dispensée et le nbr de personne formée. Le nbr de projets agricoles suivis par les différents services décentralisés agriculture de la Province. Le nbr de réunion entre UCAG et les différents services décentralisés. Existence et relevance d'un plan directeur d'activité pour le Ministère de l'Agriculture Provincial 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer la responsabilité, l'initiative et le plaidoyer des agents de la Province. Analyser le fonctionnement organisationnel des différents services décentralisés appuyés par l'UCAG. Etat des lieux sur le dialogue entre secteur public/privé et société civile. Estimer le niveau de coordination des projets du secteur dans la province. Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels UCAG. Evaluer les relations entre les services déconcentrés et le ministère provincial. Evaluer la relation tripartite Central, Déconcentré et Décentralisé
R6 : Appui Communication	<ul style="list-style-type: none"> Le nbr de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus. Le nbr d'émission Radio et son audience. Le nbr des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux et notamment celui du Genre. Le nbr de documents utilisables en ligne sur le site WEB et son taux d'utilisation. Le taux d'exécution du budget du Résultat 6. Le nbr d'appui aux projets agricoles en lien avec l'UCAG-MINAGRI et autres UCAG 	<ul style="list-style-type: none"> Estimer le contenu des communications effectuées. Analyser les liens avec les autres thématiques des UCAG MINIDER et EPSP. Analyser l'utilisation de la plateforme de communication pour le plaidoyer des acteurs du secteur agricole. Estimer le suivi du plan de communication.

5.3 Aperçu des MoRe Résultats

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Voir Paragraphe 5.2
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Validée en SMCL le 5 Septembre 2012
Planning de l'EMP	Novembre 2013 avec /parCTB Début 2014 par DGD (voir PV COMPAR Spécial du 15 01 2013
Planning de l'évaluation finale	01/09/2015
Missions de back stopping depuis le 01/01/2012	Audit Interne de fonctionnement au mois de Juin 2012

5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month by Quarter) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de l'Elevage**

Budget Version : **C01**

Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2012				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
			2011	Q1	Q2	Q3					Q4
A L'UCAG EST MISE EN PLACE		3.634.866,00	259.595,81	186.936,68	191.231,18	214.532,00	245.023,69	837.723,55	1.097.319,36	2.537.546,64	30%
01 Affectation progressive de		2.758.866,00	150.587,99	170.021,88	161.307,78	159.214,13	174.462,74	665.006,52	815.594,31	1.943.271,49	30%
01	Assistance technique	2.028.000,00	118.850,98	143.839,10	129.442,02	124.514,66	137.533,33	535.329,12	654.180,10	1.373.819,90	32%
02	Coresponsable congolais	61.344,00	3.535,11	2.667,11	2.743,34	2.820,69	1.813,55	10.044,69	13.579,00	47.764,20	22%
03	Staff national contrat CTB	261.000,00	19.426,58	12.136,03	14.377,53	16.172,23	16.459,64	59.145,44	78.572,02	182.427,98	30%
04	Staff national contrat	408.522,00	8.775,32	11.379,64	14.744,88	15.706,54	18.656,21	60.487,27	69.262,59	339.259,41	17%
02 Frais de fonctionnement		205.000,00	9.060,46	7.657,97	22.861,95	11.873,36	20.685,30	63.078,59	72.139,05	132.860,95	35%
01	Frais de fonctionnement	205.000,00	9.060,46	7.657,97	22.861,95	11.873,36	20.685,30	63.078,59	72.139,05	132.860,95	35%
03 Réhabilitation et		200.000,00	3.562,76	4.393,98	5.619,70	28.813,97	41.859,09	80.686,75	84.249,31	115.750,49	42%
01	Réhabilitation des bureaux	200.000,00	3.562,76	4.393,98	5.619,70	28.813,97	41.859,09	80.686,75	84.249,31	115.750,49	42%
04 Acquisition du matériel de		151.000,00	89.671,41	4.403,71	1.310,40	0,00	2.566,30	8.280,41	97.951,32	53.048,18	65%
01	Véhicules	120.000,00	87.460,00	0,00	714,42	0,00	0,00	714,42	88.174,32	31.825,58	73%
02	Équipement IT	31.000,00	2.211,41	4.403,71	595,98	0,00	2.566,30	7.565,99	9.777,00	21.222,80	32%
05 Renforcement des		200.000,00	6.713,19	73,38	131,34	13.869,16	2.827,16	16.901,05	23.614,24	176.385,76	12%
01	Formations initiales et	200.000,00	6.713,19	73,38	131,34	13.869,16	2.827,16	16.901,05	23.614,24	176.385,76	12%
06 Accompagnement de la		100.000,00	0,00	106,65	0,00	761,37	2.184,61	3.052,63	3.052,63	96.947,37	3%
01	Manuel de procédure	30.000,00	0,00	106,65	0,00	761,37	2.184,61	3.052,63	3.052,63	26.947,37	10%
02	Accompagnement du	70.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70.000,00	0%
REGIE		6.500.000,00	260.264,36	190.707,39	235.627,98	224.611,36	332.083,33	983.030,36	1.243.294,31	5.256.705,39	19,00
COGEST											
TOTAL		6.500.000,00	260.264,36	190.707,39	235.627,98	224.611,36	332.083,33	983.030,36	1.243.294,31	5.256.705,39	19,00



Budget vs Actuals (Year to Month by Quarter) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de l'Elevage**

Budget Version : **C01**

Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2011	2012				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
07	Promotion des thèmes	20.000,00	0,00	279,12	0,00	0,00	438,48	717,60	717,60	19.282,40	4%
01	Appui à la promotion des	20.000,00	0,00	279,12	0,00	0,00	438,48	717,60	717,60	19.282,40	4%
B	APPUI À L'EXÉCUTION DES	420.000,00	0,00	3.709,59	21.561,93	3.854,13	5.599,88	34.725,53	34.725,53	385.274,47	8%
01	Les capacités des équipes	420.000,00	0,00	3.709,59	21.561,93	3.854,13	5.599,88	34.725,53	34.725,53	385.274,47	8%
01	Renforcement des	150.000,00	0,00	0,00	3.511,48	0,00	1.842,02	5.353,50	5.353,50	144.646,50	4%
02	Appui à la gestion des	250.000,00	0,00	3.233,79	12.747,54	2.233,09	3.757,86	21.972,28	21.972,28	228.027,72	9%
03	Appui à la gestion des	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
04	Appui à la promotion des	20.000,00	0,00	475,80	5.302,91	1.621,04	0,00	7.399,75	7.399,75	12.600,25	37%
C	RENFORCEMENT DES	2.235.134,00	668,65	37,59	12.916,43	5.918,13	81.459,87	100.330,01	100.998,55	2.134.135,35	5%
01	Les capacités du Ministère	239.336,57	0,00	0,00	5.688,71	192,37	13.511,11	19.392,19	19.392,18	219.944,39	8%
01	Analyse et renforcement de	29.456,81	0,00	0,00	5.688,71	0,00	308,59	5.997,30	5.997,30	23.459,51	20%
02	Renforcement des	44.185,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44.185,21	0%
03	Amélioration des	29.456,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29.456,81	0%
04	Renforcement des	22.092,51	0,00	0,00	0,00	0,00	12.836,67	12.836,67	12.836,67	9.255,94	58%
05	Renforcement des	11.046,30	0,00	0,00	0,00	192,37	348,35	540,71	540,71	10.505,59	5%
06	Appui à la coordination des	92.052,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92.052,53	0%
07	Appui à la promotion des	11.046,30	0,00	0,00	0,00	0,00	17,50	17,50	17,50	11.028,80	0%
02	Les capacités des	1.413.926,30	0,00	37,59	3.342,89	3.350,00	61.672,48	68.402,96	68.402,96	1.345.523,84	5%
	REGIE	6.500.000,00	260.264,36	190.707,39	235.627,98	224.611,36	332.083,33	983.030,36	1.243.294,51	5.256.705,39	19,00
	COGEST										
	TOTAL	6.500.000,00	260.264,36	190.707,39	235.627,98	224.611,36	332.083,33	983.030,36	1.243.294,51	5.256.705,39	19,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1015411 Printed on 28/01/2013

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month by Quarter) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de l'Elevage**

Budget Version : **C01**
 Currency : **EUR**
 YTM :

Year to month : 31/12/2012

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

	Status	Fin Mode	Amount	2011	2012				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
					Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Analyse et renforcement de		REGIE	117.82723	0,00	37,59	1.904,99	626,84	30.383,97	32.953,39	84.873,84	28%	
02 Renforcement des		REGIE	176.74035	0,00	0,00	1.390,57	2.880,58	787,63	4.858,78	171.882,07	3%	
03 Amélioration des		REGIE	957.34627	0,00	0,00	0,00	42,58	4.827,54	4.870,12	952.476,15	1%	
04 Renforcement des		REGIE	29.45631	0,00	0,00	0,00	0,00	25.673,34	25.673,34	3.783,47	87%	
05 Renforcement des		REGIE	73.64202	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73.642,02	0%	
06 Appui à la promotion des		REGIE	58.91352	0,00	0,00	47,33	0,00	0,00	47,33	58.866,29	0%	
03 Les capacités des			478.67333	0,00	0,00	3.884,83	1.481,18	5.711,12	11.077,13	487.596,00	2%	
01 Analyse et renforcement de		REGIE	51.54930	0,00	0,00	1.380,79	891,21	902,81	3.174,81	48.374,59	6%	
02 Renforcement des		REGIE	103.09833	0,00	0,00	2.504,03	589,97	529,42	3.623,43	99.475,40	4%	
03 Amélioration des		REGIE	198.83336	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198.833,46	0%	
04 Renforcement des		REGIE	22.09231	0,00	0,00	0,00	0,00	4.278,89	4.278,89	17.813,72	19%	
05 Renforcement des		REGIE	29.45631	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29.456,81	0%	
06 Appui à la coordination des		REGIE	14.72830	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14.728,40	0%	
07 Appui à la promotion des		REGIE	58.91352	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58.913,62	0%	
04 Les capacités			103.19750	688,65	0,00	0,00	892,58	565,15	1.457,73	101.071,12	2%	
01 Renforcement des		REGIE	6.62778	0,00	0,00	0,00	0,00	153,27	153,27	6.474,51	2%	
02 Amélioration des		REGIE	27.98397	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27.983,97	0%	
03 Renforcement		REGIE	16.93756	0,00	0,00	0,00	0,00	125,46	125,46	16.812,20	1%	
		REGIE	6.500.00000	260.26436	190.70739	235.62738	224.61136	332.08333	983.03036	5.256.70539	1900	
		COGEST										
		TOTAL	6.500.00000	260.26436	190.70739	235.62738	224.61136	332.08333	983.03036	5.256.70539	1900	



Budget vs Actuals (Year to Month □ by Quarter) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture □ de la Pêche et de l'Élevage**

Budget Version : **C01**
 Currency : **EUR**
 YtM :

Year to month : 31/12/2012

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

	Status	Fin Mode	Amount	2012					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2011	Q1	Q2	Q3	Q4				
04 Appui à l'élaboration et à la		REGIE	14.728,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14.728,40	0%
05 Appui à la promotion des		REGIE	14.728,00	0,00	0,00	0,00	892,58	0,00	892,58	892,58	13.835,82	6%
06 Communication pour le		REGIE	22.191,29	668,65	0,00	0,00	0,00	286,42	286,42	955,07	21.236,22	4%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			210.000,00	0,00	23,52	9.918,44	309,11	0,00	10.251,07	10.251,07	199.748,93	5%
01 Audit et suivi et évaluation			210.000,00	0,00	23,52	9.918,44	309,11	0,00	10.251,07	10.251,07	199.748,93	5%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	80.000,00	0,00	23,52	0,00	309,11	0,00	332,63	332,63	79.667,37	0%
02 Audit		REGIE	80.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80.000,00	0%
03 Backstopping		REGIE	40.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40.000,00	0%
04 Baseline, atelier de		REGIE	10.000,00	0,00	0,00	9.918,44	0,00	0,00	9.918,44	9.918,44	81,56	99%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%

REGIE	6.500.000,00	260.264,26	190.707,39	235.627,98	224.611,36	332.083,23	983.030,36	1.243.294,51	5.256.705,39	19,00
COGEST										
TOTAL	6.500.000,00	260.264,26	190.707,39	235.627,98	224.611,36	332.083,23	983.030,36	1.243.294,51	5.256.705,39	19,00



5.5 Ressources

L'inventaire du projet de l'UCAG des principales acquisitions est repris dans les tableaux ci dessous :

MATERIEL INFORMATIQUE

7	ordinateurs portables Dell Latitude		
15	ordinateurs fixes Priminfo		
15	onduleurs ellipse Eco 1200 VA		
2	imprimante HP 1102		
1	imprimante scanner HP 2050		
1	scanner HP G2410		
6	docking station pour ordinateur portable		
6	écran pour ordinateur portable		
2	disque dur externe de 500 Gb		
11	clé modem internet		
20	clé flash disc 8 Gb		

VEHICULES

4	jeep Ford Everest		
---	-------------------	--	--

TELEPHONES

1	thuraya		
28	téléphone gsm		

EQUIPEMENT

1	groupe électrogène Visa 60 KVA		
2	stabilisateur 3000 VA		
1	projecteur avec écran		
1	machine à reliure		
1	coupe papier		
3	tableau chevalet de conférence		
1	appareil photo Nikon		

1	fontaine d'eau takada
1	split Samsung de 24000 BTU
1	split LG de 18000 BTU
4	ventilateur

MOBILIERS

2	bureaux en bois avec fauteuil		
2	armoires métalliques à 2 battants de 2 m		

En cohésion avec le budget (du DTF) alloué à l'UCAG pour l'appui en matériel et équipement technologique, le nombre des ordinateurs, motos et vélos, etc... retenu en fonction du budget est représenté dans le tableau ci-dessous.

Besoins prioritaires en capacités matérielles et informatiques retenus par l'UCAG-MINAGRI

Désignation	Administration Centrale	Ministères Provinciaux	Inspections Provinciales de l'Agriculture (IPAPEL)	Conseils Consultatifs Provinciaux (CCP)	Points Focaux Provinciaux (UCAG)	Total	Prix Unitaire (€)	Prix Total (€) estimé	Budget (€) disponible DTF	
Vélo	0	0	40	0	0	40	120	4.800	114.145,12	
Moto	0	8	16 + Réhabilitation Véhicule IPAPEL	4	4	32+4	3.000	108.000		
Kit Ordinateur	12	4	20	4	0	40	1.500	60.000	73.642,03	
Lap top	0	0	4	0	4	8	2.000	16.000		
Photocopieuse Imprimante	1	0	4	0	0	5	2.000	10.000		
Projecteur	1	0	4	0	0	5	2.000	10.000		
Total								208.800	187.787,15	

Besoins en réhabilitation des infrastructures en fonction du budget au niveau central, déconcentré et décentralisé

En termes d'infrastructure (suite aux résultats de l'étude de base), et tout comme pour les équipements, l'UCAG devra ajuster les réhabilitations et extensions en fonction du budget du DTF. A ce jour, il n'est pas possible de chiffrer chaque infrastructure puisque ceci fera l'objet d'étude préalable à des marchés publics. Les sources d'énergie, connexion internet et autres mobiliers sont incluses explicitement dans les travaux de réhabilitation.

Désignation	Administration Centrale	Ministères Provinciaux	Inspections Provinciales de l'Agriculture (IPAPEL)	Conseils Consultatifs Provinciaux (CCP)	Budget (€) disponible DTF
Infrastructures	Réhabilitation de la salle de la réunion du MINAGRI et quelques bureaux pour les services concernés.	Cloisonnement pour (Maniema)	Faire une extension dans l'enceinte de l'IPAPEL (Kindu voir schéma)	Inclure un Bureau dans l'extension sur la parcelle de l'IPAEEL (Kindu)	
		Réhabilitation du Bâtiment près du laboratoire ASS (Kisangani)	Réhabilitation légère des quelques bureaux (Kisangani) et aménagement d'une salle de réunion ou, réhab de l'ancienne maison occupée par ASS/SENASEM	Voir le bâtiment réhabiliter pour le ministre (Kisangani)	
	Une partie du reliquat du budget pour l'installation de l'UCAG pourrait aussi être utilisé pour d'autres réhabilitations du SG et ses directions	Aménagement de bureau dans le site de l'IPAPEL ou obtention d'un site par l'administration provinciale	Construire un étage au nouveau bâtiment dans l'enceinte de l'IPAPEL (Mbuji Mayi) ou obtention d'un nouveau site dans la ville. Prévoir une salle de réunion	Inclure un Bureau dans l'extension sur la parcelle de l'IPAPEL (Mbuji Mayi)	
		Faire une extension au Bâtiment de l'IPAPEL (Bandundu)	Réhabiliter le bâtiment de l'enceinte de l'IPAPEL) et salle de réunion (Bandundu) après installation du Ministre dans Extension	Inclure un Bureau dans l'extension sur la parcelle de l'IPAPEL (Bandundu)	
					Total 1.185.636,54
					Dont pour Central 29.456€
					Déconcentré 957.346€
					Décentralisé 198.833€

5.6 Décisions prises par la SMCL et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par la SMCL et assurer le suivi de ces décisions.

Décision prises	Période d'identification	Resp.	Date limite	État d'avancement	Commentaire
Les réhabilitations des Ministères provinciaux sont acceptés	Aout 2012	PFP	06/13	Fait	
Validation de l'étude de base	Septembre 2012	Co-Resp	09/12	Fait	
Affectation des PFP	Septembre 2012	Co-Resp	Jusqu'à fin projet	En Place	

5.7 Liste des ateliers effectués en 2012

N°	DATE	MODULE	PUBLIC CIBLE	NOM DES PARTICIPANTS	ORGANISATEUR
1	15-juin-12	Atelier Semence	Personnel MINAGRI	Bernadette Kamango	UCAG-MINAGRI cellule Communication

2	13-sept-12	Atelier, Evaluation du processus REDD+ en RDC et planification stratégique	Environnement	Augustin LUMBA	REDD+
3	20/09/2012 à Addis-Abeba	Atelier d'inscription à l'ISSD Africa II,	Les projets semenciers de la CTB /RDC	Willy KAJA NGOMBO	Programmes novateurs du Développement Intégré du Secteur Semencier en Afrique (ISSD Africa)
4	20/09/2012 Kinshasa	Atelier sur le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA)	PTF	Justin Tshipamba	DAPP et Ambassade de Belgique
5	à partir du 17/04/2012 Kinshasa	Elaboration des mesures d'application de la loi n°11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture	Acteurs du secteur agricole	Augustin LUMBA	MINAGRI

5.8 Listes des formations effectuées en 2012 au sein de l'UCAG

N°	DATE	MODULE	PUBLIC CIBLE	NOM DES PARTICIPANTS	ORGANISATEUR
1	2-mars-12	Briefing CTB		Bernadette KAMANGO	Représentation CTB

2	5 au 7 mars 2012	Séminaire de formation sur les Multimédias	Tous les Acteurs de média	Bernadette KAMANGO	Centre Evangélique Francophone "La Borne"
3	20-juin-12	briefing CTB	personnel UCAG et point focaux Provinciaux	Bernadette KAMANGO, Micheline MAYINGIDI, Prince NDENGE MBUTA, Georges AMZATI BAKONGO, Isidore TSHIPANZA	Représentation CTB
4	9/08/2012 Kisantu	Atelier de toilettage de l'arrêté portant processus d'élaboration des textes d'application de la loi-cadre sur la protection de l'environnement et de sa feuille de route	Collaborateur planification	Augustin LUMBA	Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme
5	7 au 15 septembre 2012	Debriefing à Bruxelles	Coresponsables	Patrick MAKALA, Maurice SCHILL	ctb/bxls
6	jeudi 20 septembre 2012.	sensibilisation contre le VIH et SIDA	personnel UCAGs	Patricia Mbandi, Augustin Lumba, José Zubi	l'UCAG MINIDER
7		signalisation routière, réglementation routière	Chauffeurs	Gérome MAKILA Samuel LUAMBA Désiré BATUBENGA, Koko ITAMPONI	CTB /Représentation
8	du 09 au 10 octobre 2012	formation en secrétariat et assistance de direction	Les secrétaires des UCAG et des Ministères,	MAY, NAWAJ, NGOYI MPIANA, Jacquie MTABWE,	Représentation CTB
9	03 au 04 octobre 201	Sessions M&E	Les Co-responsables / Représentation Responsables des	Maurice SCHILL, Patrick MAKALA, Justin TSHIPAMBA	Sessions M&E

			cellules planification et suivi"		
10	16 au 18 octobre 2012	Atelier Régional d'harmonisation des législation et poliques de pêche des pays riverains du Lac Tanganika	ALT (Autorité du Lac Tanganyika	Augustin LUMBA	ALT
11	du 16 octobre 2012	Entretiens individuels	Les coresponsables et Directeurs des Ministères	Maurice SCHILL, Patrick MAKALA	les UCAGs
12	du 17 au 18 octobre 2012	Formation Leadership	Les UCAGs et des Ministères techniques	Co-responsables, Directeurs des Ministères	les UCAGs
13	du 19 octobre 2013	Entretiens individuels	Les coresponsables et Directeurs des Ministères	Maurice SCHILL, Patrick MAKALA	les UCAGs
14	24/10/12	briefing CTB		Bernadette KAMANGO	Représentation CTB
15	du 29 au 30 octobre 2012	appui aux projets ASS	Comptable FO	Henri LOMBENGA	ASS
16	29 octobre au 02 novembre 2012	communication stratégique	Les UCAGs et des Ministères techniques	Bernadette KAMANGO, Arlette MISENGA, Patricia MBANDI, solange MUTANDA, berthe YAKOSO,	UCAG MINAGRI
17	du 06 au 07 novembre 2012	formation en secrétariat et assistance de direction	Les secrétaires des UCAG et des Ministères,	Arlette MISENGA, Patricia MBANDI, Françoise MBEYA, Clément MUTÉBA,	Représentation CTB
18	du 15 au 16 novembre 2012	Formation Gestion d'une Equipe	Tous les chefs des Cellules	Dominique DE MOL, Bruno CLAESSENS, Bernadette	UCAG MINAGRI

				KAMANGO, Ghislaine NAWAJ et les Chefs de Division du MINAGRI	
19	16 AU 17/11/2012	Formation Travail en Equipe	Tous les collaborateurs de l'UCAG MINAGRI et quelques un du Ministère	Arlette MISENGA, Patricia MBANDI, Marie MBOMBO, Henri LOMBENGA, Francois-Xavier KABALA, Solange MUTANDA, Solange NDUDI, Dominique LUZAYIDILA, Clément MUTEBA, May MBENZI, KALALA Carlos, et quelques agents du Ministère de l'Agriculture	UCAG MINAGRI
20	22 au 24 décembre 2012	Atelier Ingénierie de la formation	Co-Responsables et chefs de cellules / Directeurs des services impliqués	Justin TSHIPAMBA, Bernadette KAMANGO, solange NDUDI, Innocent BULEBU, Jules LIKUNDE, ALITA, Peter IBONGA	UCAG MINAGRI
21	05-06 Nov 2012	gestion des conflits	Tous les FO et CV	Henri LOMBENGA François-Xavier KABALA	UCAG MINAGRI
22	27-28 Nov 2012	Audit et contrôle interne	Tous les FO et CV	Henri LOMBENGA François-Xavier KABALA	UCAG MINAGRI
23	le 9,14,16,22-23, 28,30 novembre et le 10,12, 14 décembre	Excel avancé 2	Tous les FO et CV et ceux de provinces	Henri LOMBENGA François-Xavier KABALA	UCAG MINAGRI
24	DU 03 au 07 Décembre 2012	Formation comptables	Tous les financiers du secteur Agriculture y compris ceux des Provinces	solange MUTANDA	UCAG MINAGRI

5.9 Liste des missions effectuées par l'équipe UCAG en 2012

Au Premier Trimestre 2012

N°	NOMS	FONCTIONS	OBJET	LIEU	DATE	Depôt du rapport mission
1	Bruno Claessens	MAF	Fin de contrat du chef de projet PRODEPAAK et mise en place d'une équipe intérimaire	Lubumbashi	15 au 19 janvier 2012	OK
2	Bruno Claessens	MAF	Clôture du programme EAU	Kindu	du 06 au 13 février 2012	OK
3	Patrick MAKALA et Maurice SCHILL	Coresponsable	Participer aux ateliers de travail secteurs agriculture et désenclavement rural	Mbuji -Mayi Kasai Oriental	06 mars 18 mars	OK
4	Solange NDUDI	Expert volant genre	Participer aux ateliers des secteurs agriculture et désenclavement rural	Mbuji -Mayi Kasai Oriental	7 mars 18 mars	OK

Au deuxième Trimestre 2012

N°	NOMS	FONCTIONS	OBJET	LIEU	DATE	Depôt du rapport mission
1	Maurice SCHILL	Coresponsable	Installer le Chef de Projet MINAGRI Kisangani; suivi du projet MINAGRI.Organisation du PAIDECO TSHOPO et prise de contact avec les autorités décentralisées et déconcentrées envue des activités de l'UCAG pour les résultats 4 et 5,	Kisangani - Kindu	25 mars au au 01 avril 2012	
2	Patrick MAKALA NZENGU	Coresponsable	Participer à l'atelier de travail sur la décentralisation sectorielles agriculture et développement rural	Goma	02 au 08 avril 2012	
3	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification	Mener une étude de base sur l'appui de l'UCAG aux services centraux décentralisés de concentrés du MINAGRI	Kindu	23 au 29 avril 2012	ok
4	Augustin LUMBA	Collaborateur Planification	Mener une étude de base sur l'appui de l'UCAG aux services centraux décentralisés de concentrés du MINAGRI	Mbuji -Mayi Kasai Oriental et au Bandundu Kikwit	du 24 avril au 01 mai 2012 et du 06 au 14 mai 2012	ok
5	Bruno Claessens	MAF	Gestion administrative et Financière du projet PAIDECO et AIMAPE	Kisangani	14 au 18 mai 2012	ok
6	Justin TSHIPAMBA	Chargé de Planification	mener une étude de base sur l'appui de l'UCAG aux services centraux décentralisés déconcentrés du MINAGRI	Kindu	du 23 avril au 29 avril 2012	ok
				Kisangani	du 29 avril au 06 mai 2012	ok
7	Augustin LUMBA	Collaborateur Planification	mener une étude de base sur l'appui de l'UCAG aux services centraux décentralisés déconcentrés du MINAGRI	Mbuji -Mayi Kasai Oriental	24 avril au 01 mai	ok

				Bandundu - Kikwit	du 06 mai au 14 mai 2012	
8	Samuel LUAMBA	Chauffeur UCAG MINAGRI	Accompagner les Coresponsables	Bandundu - Kikwit		
	Patrick MAKALA NZENGU - Maurice SCHILL	Directeur Chef des Services Généraux et Coresponsable UCAG MINAGRI	mise en œuvre des activités de l'UCAG MINAGRI, - prise de contact avec Autorités de Bandundu ville pour les R4 et R5 - Contact avec les Autorités de Kikwit - Visite des activités d'APV à Kiyaka - Visite du Projet ASS avec le Chef d'antenne,	Bandundu	23-juin	
9	Désiré BATUMBENGA	Chauffeur UCAG MINAGRI	Accompagner les Eperts	Bandundu	du 22 au 28 avril 2014	
10	Henri LOMBENGA	Financial Officer	appui administratif et financier aux projet RDC0709911 PAIDECO Tshopo et RDC0708911 MAPE Tshopo	Kisangani	du 24 avril au 01 mai 2012	OK
	Bruno Claessens	MAF	Supervision Projet MAPE, PAIDECO TSHOPO et ASS	Kisangani	du 14 mai au 22 mai 2012	OK
11	Patrick MAKALA NZENGU Maurice SCHILL	Coresponsables	Fiche d'identification PRODAT Atelie, SMCL PAIDECO et AIMAPE, Activités UCAG Kisangani/Inspection, Activités UCAG Maniema, suite à donner de base	Kisangani - Kindu	du 27 mai au 09 juin 2012	
12	Bruno Claessens	MAF	Installer le Chef de Projet PRODEPAKK	Lubumbashi	du 27 mai au 01 juin 2012	OK
	Henri LOMBENGA	Financial Officer	Supervision Administration et Finances	Lubumbashi	du 30 mai au 06 juin 2012	OK
13	Maurice SCHILL	Coresponsables	SMCL PRODEPAKK, Suivi des activités PRODEPAKK, Clôture du Projet ASS/APV2	Lubumbashi	du 23 au 30 juin	OK
14	Bernadette KAMANGO	Chargée de communication	l'inauguration de laboratoire semencier de SEMASEM	KENGE	Du 19 au 19 juin 2012	NEANT

15	Patrick MAKALA NZENGU	Coresponsable	SMCL PRODEPAAK suivi de ses activités, clôture du projet ASS/APV2	Lubumbashi	30 juin au 08 juillet 2012	OK
----	----------------------------------	---------------	----------------------------------------------------------------------	------------	-------------------------------	----

Au troisième Trimestre 2012

N	NOMS	FONCTIONS	OBJET	LIEU	DATE	Depôt du rapport mission
1	Patrick MAKALA NZENGU	Coresponsable	SMCL PRODEPAAK suivi de ses activités, clôture du projet ASS/APV2	Lubumbashi	30 juin au 08 juillet 2012	néant
2	Bruno Claessens	MAF	Supervision programme EAU	Bukavu	du 27 juillet au 31 juillet 2012	néant
3	Dominique DE MOL	Chargée Marchés Publics	Suivi et planification des marchés Publics pour les projets PAIDECO THOPO et AIMAPE, Visite des structures à réhabiliter dans la Province Orientale	Kisangani	02 Août au 10 Août 2012	néant
	Justin TSHIPAMBA	Chargé de Planification	suivi et planification des marchés publics pour les projets PAIDECO Tshopo, AIMAPE, visite des structures à réhabiliter dans la province Orientale,	Kisangani	du 02 au 10 aout 2012	ok

4	Maurice SCHILL	Coresponsable UCAG MINAGRI	Formulation PRODAKOR, suivi des activités UCAG au niveau Ministère décentralisé et services déconcentrés pour la mise en œuvre des résultats R3, R4, R5 de l' UCAG MINAGRI,	Mbuji Mayi	21 Août au 28 Août 2012	
	Augustin LUMBA	Collaborateur Planification	Formulation PRODAKOR, suivi des activités UCAG au niveau décentralisé et déconcentrés pour la mise en œuvre de résultats R3, R4, R5 de l'UCAG-MINAGRI	Mbuji-Mayi	19 Aout au 31 septembre 2012	ok
5	José ZUBI	Collaborateur Marchés Publics	suivi des activités du Projet PRODEPAK	Lubumbashi	du 21 au 28 aout 2012	

Au quatrième trimestre 2012

N°	NOMS	FONCTIONS	OBJET	LIEU	DATE	Depôt du rapport mission
1	Maurice SCHILL	Coresponsable	Travail à la CTB Bruxelles dossier agriculture et formation sur la décentralisation et déconcentration	Bruxelles	07 au 15 Septembre 2012	
	Patrick MAKALA NZENGU	Coresponsable		Bordeaux	8 septembre au 08 octobre 2012	ok
2	Merveille IFULU MITWANA	Expert genre cellule de réforme	intégration du genre dans la formulation du programme Développement Agricole dans le Kasai Oriental	Mbuji-Mayi	du 26 au 31 aout 2012	ok
3	Bernadette KAMANGO	Chargée de communication	Procéder à la collecte et à production des données portant sur	Bandundu	du 19 au 21 septembre 2012	néant

	Solange NDUDI	Chargée du genre	l'environnement, retenu pour le 14 ^{ème} sommet de la Francophonie, condition de la femme rurale dans son environnement en vertu de la journée Mondiale de la femme Rurale célébrée chaque 15 octobre			
	Gérome MAKILA MABO	Chauffeur				
4	Solange NDUDI	Chargée du genre	Formuler le champ d'application et mettre en place une stratégie d'intervention du thématique genre spécifique dans le secteur prioritaire de l'éducation,	Kisangani	du 25 au 27 septembre 2012	ok
5	Justin TSHIPAMBA	Chargé de Planification	suivi et évaluation finale ASS et APV	Mbuji-Mayi	27 septembre au 02 octobre 2012	ok
6	Augustin LUMBA	Collaborateur Planification		Kikwit - Kiyaka-Lusanga	03 au 08 octobre 2012	
7	Henri LOMBENGA	Financial Officer	suivi budgétaire et PF du projet AIMAPE et PAIDECO	Kisangani	09 au 14 octobre 2012	ok
8	Bruno Claessens	MAF	Gestion Administrative et Financière PRODEPAK	Lubumbashi	17 au 22 octobre 2012	ok
9	Maurice SCHILL	Coresponsable ATI	Appuyer les Autorités Provinciales à mettre en place un plan d'action annuel et pluriannuel; élaborer un programme d'activités réalisables pour la première année,	Bandundu ville	11 au 17 novembre 2012	
	Patrick MAKALA NZENGU	Coresponsable national du projet UCAG –MINAGRI ;				
	Justin TSHIPAMBA	Chargé de Planification				
	Augustin LUMBA	Collaborateur Planification				
	Benoit NZAJI	Point focal cellule de réforme au Kasai				

	BAKAMBANA	Chef de Division à la Direction de l'analyse, planification et prospective				
	IMUINE MUTSHIMA	Chef de Division à la Direction de l'analyse, planification et prospective				
	Jérôme MAKILA	Chauffeur				
	Désiré BATUMBENGA	Chauffeur				
10	Maurice SCHILL	Coresponsable ATI	participer à la réunion de la SMCL de démarrage du PRODAKK	Bandundu	28 au 30 novembre 2012	
	Désiré BATUMBENGA	Chauffeur	accompagne le coresponsable			
11	Justin TSHIPAMBA	Chargé de Planification	Appuyer les Autorités Provinciales à mettre en place un plan d'action annuel et pluriannuel; élaborer un programme d'activités réalisables pour la première année,	Kindu , Kisangani	01 au 14 décembre 2012	
	Benoit NZAJI	Point focal cellule de réforme au Kasai				
	IMUINE MUTSHIMA	Chef de Division à la DAPP				
12	Augustin LUMBA	Collaborateur Planification	Appuyer les Autorités Provinciales à mettre en place un plan d'action annuel et pluriannuel; élaborer un programme d'activités réalisables pour la première année,	Mbuji-Mayi	02 au 09 décembre 2012	
	BAKAMBANA	Chef de Division à la Direction de l'analyse, planification et prospective				

Bernadette KAMANGO	Chargée de communication				
Patricia MBANDI	Collaborateur communication				